

Université Saint-Louis – Bruxelles

**Centre de droit privé
Rapport de recherche - Année 2022**

CePri
Centre de droit privé



 **UCLouvain**
SAINT-LOUIS BRUXELLES

Table des matières

<i>I – Présentation du centre et de ses membres du Centre</i>	<i>3</i>
<i>II - Financements (FNRS, FSR, ARC, Programmes UE, Innoviris, contrats de recherche avec commanditaires privés ou publics, autres)</i>	<i>5</i>
<i>III - Thèses de doctorat et recherches post-doctorales</i>	<i>6</i>
III. 1. Thèses de doctorat en cours	6
III.1.1. thèses sur mandat d'assistant·e.....	6
III.1.2. thèses sur fonds propres	6
III. 2 thèses réalisées en dehors de l'usl-b.....	6
III.2.1. co-direction, membre du comité d'accompagnement de thèses externes.....	6
III.2.2. participation à des jurys de thèse en dehors de l'usl-b.....	9
<i>IV - Revue scientifique ou direction de collection dont le Centre à la (co-)responsabilité ..</i>	<i>9</i>
<i>V - Axes de recherche du Centre et produits de la recherche</i>	<i>13</i>
V. 1. Personnel associé à chacun des axes de recherche.....	13
V. 2. Publications, colloques, événements scientifiques classés selon les axes de recherche ...	14
V.2.1. Théorie générale des obligations et droit des contrats spéciaux	14
V.2.2. Droit au/du logement	17
V.2.3. Droit des biens.....	20
V.2.4. Responsabilité civile et réparation des dommages (et assurances)	22
V.2.5. Concurrence, Consommation, Pratiques du marché et Droit des sociétés.....	23
V.2.6. Protection et droit des données, droit de l'internet et du numérique, propriété intellectuelle et droit des médias.....	26
V.2.7. Modes de gestion des conflits	30
V.2.8. Droit du travail.....	31
V.2.9. Droit romain	32
V.2.10. Droit des personnes, de la famille et des régimes matrimoniaux.....	32
V.2.11. Droit judiciaire	33
V.2.12. Activités transversales.....	35
<i>VI – Relations internationales.....</i>	<i>38</i>
VI.1 Collaboration avec des centres de recherches, instituts et collègues	38
VI.2 Séjour(s) de recherche des membres du centres, en dehors de la fwb.....	39
<i>VII – Coopération au développement.....</i>	<i>39</i>
<i>VII. Demande de subsides</i>	<i>39</i>

I – Présentation du centre et de ses membres du Centre

Présentation du Centre

Auparavant constitué sous la forme d'un pôle de recherche intégrant le *Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques* (SIEJ), le Centre de droit privé (CePri) a, depuis sa création en 2006-2007, mené et continue de mener des projets de recherche, individuels et collectifs, donnant lieu à des publications et à l'organisation de colloques. Ses membres interviennent également régulièrement lors de conférences et formations dans le domaine du droit privé au sens large.

Le Centre dispose de sa propre revue – la revue « Les Pages - obligations, contrats et responsabilités » –, lancée en 2015 dans le cadre d'un partenariat avec Anthemis, et qui tend à faire bénéficier le public des professionnels du droit du travail de veille menée par ses membres dans certaines matières relevant de ses activités préférentielles de recherche. D'abord en format papier, elle est aujourd'hui en libre accès sur [son site internet](#).

C'est également en 2015 que le Centre a lancé l'initiative d'organiser tous les deux ans un colloque sur une thématique de fond susceptible d'intéresser praticiens et théoriciens et qui, choisie collectivement, doit permettre de réunir plus largement ses membres autour d'un sujet déterminé. Plusieurs colloques ont ainsi déjà été organisés et ont donné lieu à la publication d'un ouvrage chez Anthemis : « Les défauts de la chose » en 2015, la « La théorie des nullités en droit privé » en 2017, « La distinction entre droit public et droit privé : pertinence, influences croisées et questions transversales » (avec le CIRC) en 2019, « le fait d'autrui : responsabilités contractuelles et extracontractuelles » en 2021 et enfin « Les principes généraux du droit privé en 2023.

Depuis 2018, le Centre héberge par ailleurs un nouveau groupe de recherche interdisciplinaire sur les modes de gestion des conflits, créé en collaboration avec l'UCLouvain.

Les membres du Centre contribuent enfin activement au développement de l'offre de formation continue (E-conférences en droit 4U, anciennement Recyclages en droit –, Cycles de conférences UB³, Certificats interuniversitaires en expertise judiciaire et en médiation), et ce dans l'objectif principal de donner écho aux recherches menées auprès des praticiens.

Le Centre attache enfin une importance certaine à mener des collaborations avec les autres centres de recherche en droit privé.

Personnel académique

N. BERNARD, CO-DIRECTEUR DU CENTRE¹
M. BERLINGIN
E. CRUYSMANS
H. CULOT
G. DE PIERPONT
C. DELFORGE
J.-FR. GERMAIN

¹ Depuis le 13 septembre 2021

A. HOC²
P. JADOUL
T. LÉONARD
Y. NINANE, CO-DIRECTEUR DU CENTRE³
J.-F. PUYRAIMOND
A. RUELLE
J. SOSSON⁴
A. STROWEL
F. TAINMONT⁵
N. VAN DAMME
J.-F. VAN DROOGHENBROECK⁶
P.-P. VAN GEUCHTEN⁷
J. VAN MEERBEECK
J. VAN ZUYLEN
S. VANVREKOM

Personnel scientifique

A. ARNOULD
A. AURAGHI⁸
V. BRUSSELMANS
A. CHARLIER
E. COLPAINT
T. COPPÉE
F. CUVELIER
N. DAUBIES
C. DE CALLATAÏ
M.-H. DE CALLATAÏ⁹
A. DE COOMAN
O. DE CUYPER¹⁰
V. DE RADIGUES
L. DEBROUX, SECRÉTAIRE SCIENTIFIQUE DU CENTRE
V. DEFRAITEUR
J. DELLA FAILLE
C. DERAEDT
L. DUBRAY
G. FRUY
C. GERACI
A. GILLET¹¹
V. HANON DE LOUVET
C. JANSSEN

² Depuis mai 2022

³ Depuis septembre 2021

⁴ Depuis septembre 2022

⁵ Depuis septembre 2022

⁶ Depuis septembre 2022

⁷ Jusque septembre 2022

⁸ Depuis septembre 2022

⁹ En congé maternité du 15 septembre au 15 décembre 2022

¹⁰ Depuis septembre 2022

¹¹ Depuis septembre 2022

L. LANTONNOIS¹²
S. LARIELLE
L. MALHAIZE
S. PARSA
M. RIXHON
G. SCHULTZ
F. STANDAERT
S. TOUHAMI¹³
S. VAN LOOCK
L. VANDENHOUTEN¹⁴

Personnel administratif

S. TAFRANTI

II - Financements (FNRS, FSR, ARC, Programmes UE, Innoviris, contrats de recherche avec commanditaires privés ou publics, autres)

OBTENUS

BERNARD N.

- Bourse de recherche de la part de Perspective.Brussels pour la mise à jour du *Guide juridique et pratique des occupations temporaires* (avec U. CARNOY).
- Bourse de recherche de la part de la Région de Bruxelles-Capitale pour la réalisation d'une analyse des leviers activables afin de concourir à l'objectif d'accroître l'accès de personnes sans abri à des logements à loyer modéré (avec T. LEROY).

STROWEL A.

- Projet REMEDIS (Regulatory and other Solutions to Mitigate online Disinformation) et obtention d'un financement du FNRS-FRS pour ce PDR (2022-2025) déposé par l'USL-B (avec Marie Dufrasne), l'UCL et l'ULuxembourg et consacré à la problématique de la désinformation en ligne. La recherche a démarré en juin 2022.
- Projet SHINE (Sharing Economy and inequalities across Europe) financé par la Commission européenne pour 2019-2022 (comme Erasmus+ Jean Monnet Actions) pour une recherche sur l'économie collaborative en collaboration avec un réseau comprenant : the research group of Market Regulation and Digital Transformation of the University of Valencia (Network's coordinator), the Observatory of Analysis and Evaluation of Public Policies of the University of Barcelona, the University of Bologna and the University of Palermo.
- Démarrage en février 2022 d'un Jean Monnet Module obtenu avec Rossana Ducato (post-doc et assistant professor à l'Université d'Aberdeen) et Quentin Fontaine (doctorant UCL) sur le thème EU-DRAWS – Clinics on EU Digital Rights, Law, and

¹² Engagement intérimaire du 15 septembre 2022 au 15 décembre 2022 (remplacement lié à un congé maternité)

¹³ Depuis septembre 2022

¹⁴ Jusque septembre 2022

Design pour 3 ans. Le financement inclut un enseignement sous la forme d'une clinique en droits numériques à intégrer à l'option droits intellectuels et du numérique (M en droit UCLouvain). Ce Jean Monnet Module est la continuation d'un autre financement Jean Monnet qui a permis de donner un cours « European IT Law by Design », en collaboration avec Rossana Ducato (post-doc à l'USL-B et l'UCL), de février 2018 à juin 2021.

III - Thèses de doctorat et recherches post-doctorales

III.1. THÈSES DE DOCTORAT EN COURS

III.1.1. THÈSES SUR MANDAT D'ASSISTANT·E

FRUY G., « L'autonomie décisionnelle des consommateurs et objets connectés ».
Promoteur·rice : DELFORGE C. et STROWEL A. (USL-B)
Comité d'encadrement : E. TERRY (KULeuven) et V. GAUTRAIS (UdeM)
Projet de dissertation doctorale approuvé par la CDD « *Sciences juridiques* »
en juillet 2021
Date de début : 15 septembre 2020
Épreuve de confirmation : 18 août 2022
Date de fin programmée : décembre 2023

III.1.2. THÈSES SUR FONDS PROPRES

VAN ZUYLEN J., « La force majeure et le contrat. Une théorie revisitée à la lumière de l'évolutions du droit des obligations ».
Promotrice : DELFORGE C.
Membres du comité d'encadrement : DURANT I., JADOUL P. et WÉRY P.
Projet de dissertation doctorale approuvé par la CDD « *Sciences juridiques* »
le 5 février 2020 (basculé en thèse par articles)
Épreuve de confirmation : 21 décembre 2021
Date de début de la thèse : 2013 (avec interruption entre 2014 et 2018)
Date de fin programmée : décembre 2023/ janvier 2024

III.2 THÈSES RÉALISÉES EN DEHORS DE L'USL-B

III.2.1. CO-DIRECTION, MEMBRE DU COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT DE THÈSES EXTERNES

BERNARD N.

DESPRET A., « L'adage *nemo plus iuris* : portée et limites » (UCLouvain)
Promoteur : Durant I.
Date d'inscription : 2022

HUCQ A., « Le concept juridique de "nature temporaire" comme outil de conservation de la nature en milieux anthropisés » (UCLouvain)

Date d'inscription : 2021

CULOT H.

BOSSELER G., « Les déséquilibres significatifs en droit commun des sociétés : quelle réglementation ? » (co-tutelle Université du Luxembourg – UCLouvain)

Date d'inscription : 2020

DIKONDA I., « La perspective d'une judicieuse application du principe de stare decisis en arbitrages OHADA et non-OHADA et l'extension du droit commercial uniforme qui pourrait en résulter » (UCLouvain)

Date d'inscription : 2018

GOETZ E., « Cross-Border Mobility of the European Company (SE) within the Common Consolidated Corporate Tax Base (CCCTB) » (UCLouvain)

Date d'inscription : 2018

HANNOUILLE A., « L'indépendance en droit des sociétés comme vecteur de la responsabilité sociétale » (UCLouvain)

Date d'inscription : 2016

HENET C., « Analyse critique des dispositions relatives à la coopération réglementaire dans le CETA à la lumière des exigences européennes de démocratie et de transparence » (UCLouvain)

Date d'inscription : 2018

MELIKYAN A., « Evaluating and Rethinking Compliance with Sustainable Development (Labour and Environmental) Standards of Free Trade Agreements through Effective Dispute Resolution and Enforcement Mechanisms »

Date d'inscription : 2021

SANGARA D., « Les barrières non tarifaires au commerce international des produits agricoles dans le droit de l'OMC. Le cas des exportations de l'UEMOA » (UCLouvain)

Date d'inscription : 2018

DELFORGE C.

DEJOLLIER A., « Une théorie générale des modes amiables de règlement des différends »

Statut de membre du comité d'encadrement

Promoteur : J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK (UCLouvain, USL-B)

Autres membres du Comité d'encadrement : S. DEMOULIN (UCLouvain)

Admission au doctorat par la CDD « sciences juridique » le 15 juin 2020

Épreuve de confirmation prévue début 2023.

RONNEAU V., « La prévention et la réparation des dommages liés à l'utilisation des dispositifs médicaux connectés par le droit de la responsabilité civile »

Statut de membre du Comité d'encadrement

Promoteur : F. GEORGE et E. MONTERO (UNamur)

Autres membres du comité d'encadrement :
Admission au doctorat en novembre 2019.
Épreuve de confirmation réussie le 30 décembre 2021.

YOUGBARE I., « Le juge et le contrat. Contribution à l'étude des pouvoirs judiciaires de maintien du contrat en droits belge, burkinabè et français. »
Promotion dans le cadre de la coopération au développement – Bourse ARES
Promoteur : W.-D. KABRÉ (Université Thomas Sankara – Ex Université de Ouaga II)
Séjour de recherche à l'USL-B du 2 mars 2022 au 31 août 2022.

LÉONARD T.

PUYRAIMOND J-P., « Les rapports entre vie privée, données personnelles et propriété intellectuelle » (ULB)
Promoteur : A. Puttemans (UCLouvain)

STROWEL A.

ALARÇON B., « Intellectual Property Right as a Constitutional Right: An Analysis of the Indigenous Traditional Knowledge in Chile from an International Perspective » (chercheur indépendant)
Statut de co-promoteur
Date d'inscription : 2018

ASHOK P., « Theorisation and Mitigation of Consumer Harm in Ratings and Reviews Systems on Collaborative Platforms: A Comparative Study Between the European Union and India » (UCLouvain)
Statut de co-promoteur
Date d'inscription : 2019
Date de fin programmée : 2023

FLAMINI A., « l'optimisation fiscale agressive à l'aide de dispositifs impliquant des droits intellectuels et le droit des aides d'État » (UCLouvain)
Statut de co-promoteur
Date d'inscription : 2016

KLEWZEWSKI A.-G., « Liability of online sharing economy platforms under European Law » (UCLouvain)
Statut de co-promoteur
Date d'inscription : 2018
Date de fin programmée : 2023

KOOLEN C., « The current Internet of Things framework and the safeguard of consumer's interests » (KULeuven)
Statut de membre du comité d'encadrement
Date d'inscription : 2019
Date de fin programmée : 2023

NADINGA A., « Le consentement au traitement de données à caractère personnel dans l'espace CEDEAO »

Promotion dans le cadre de la coopération au développement – Bourse ARES
Promoteur : W.-D. KABRE (Université Thomas Sankara – Ex Université de Ouaga II)
Séjour de recherche à l’USL-B du 1^{er} septembre 2022 au 28 février 2023.

III.2.2. PARTICIPATION À DES JURYS DE THÈSE EN DEHORS DE L’USL-B

STROWEL A.

MICHEL A., « Premature Obsolescence: In Search of an Improved Legal Framework » (co-tutelle KULeuven et UCLouvain)
Défense : de octobre à décembre 2022

IV - Revue scientifique ou direction de collection dont le Centre à la (co-)responsabilité

REVUE « LES PAGES, OBLIGATIONS, CONTRATS ET RESPONSABILITÉS »

La revue, créée en 2015, a pour objectif d’offrir une analyse synthétique des évolutions du droit des obligations, du droit des contrats et du droit de la réparation des dommages, principalement en Belgique. Revue de veille juridique destinée avant tout aux juristes professionnel-le-s, elle rend compte des actualités législatives, jurisprudentielles et doctrinales et s’attache à faire le lien avec la pratique.

De 2018 à début 2020, la revue a été publiée en format électronique, et a pris la forme d’une *newsletter* envoyée toutes les deux semaines. Les articles, et décisions éventuellement commentées, étaient accessibles via *Jurisquare*.

En janvier 2020, la revue a pris un nouveau virage puisqu’elle a été « internalisée » tout en restant une revue en format électronique, via le site internet du CePri (www.cepri.be). Le passage vers une internalisation a permis d’accentuer le rôle de veille, très rapide, grâce à des publications qui observent une régularité bimensuelle. Les textes sont par ailleurs désormais en *open access*.

L’UCLouvain a développé une plateforme intitulée « Open Journal Systems », sur laquelle sont diffusés les travaux scientifiques de tous les membres de la communauté académique. Afin d’encourager ces membres à opérer la migration de leurs travaux scientifiques sur cette plateforme, qui jouit d’une visibilité à l’international, l’UCLouvain a lancé un appel à projets. Le Centre a répondu à l’appel et a obtenu une subvention qui sera utilisée pour migrer tous les numéros des Pages sur cette plateforme de manière à leur offrir une plus grande visibilité.

Coordinateurs du projet pour le Centre et rédacteurs en chef : N. BERNARD¹⁵ et Y. NINANE¹⁶
Comité de rédaction : L. DEBROUX ; C. DELFORGE, J.-F. GERMAIN, P. JADOUL, A. RUELLE, A. STROWEL, N. BERNARD, Y. NINANE et T. LÉONARD, J. VAN MEERBEECK

¹⁵ Rédacteur en chef depuis septembre 2021

¹⁶ Rédacteur en chef depuis septembre 2021

Numéro 115 (15 janvier 2022)

Coordination : J. VAN MEERBEECK

CUVELIER F., *Quel degré de sérieux doivent revêtir les pourparlers susceptibles de suspendre le « bref délai » en matière de garantie des vices cachés ?* », <http://hdl.handle.net/2078.3/257321>

DE CALLATAÏ M.-H., *Ce qui s'interrompt bien s'énonce clairement ...* », <http://hdl.handle.net/2078.3/257329>

Numéro 116 (1^{er} février 2022)

Coordination : J. VAN MEERBEECK

DE COOMAN A., *Cadres de restructuration préventive en droit belge, où en est-on ?*, <http://hdl.handle.net/2078.3/257950>

COPPÉE T., *Assurances : vers une extension du droit à l'oubli*, <http://hdl.handle.net/2078.3/257951>

Numéro 117 (15 février 2022)

Coordination : J. VAN MEERBEECK

LARIELLE S., *Inductive, par présomption, d'un fait négatif : illustrations autour de la preuve en matière de responsabilité civile*, <http://hdl.handle.net/2078.3/258570>

ARNOULD A., *Jurisprudence Antigone : application en matière civile ?*, <http://hdl.handle.net/2078.3/258571>

Numéro 118 (1^{er} mars 2022)

Coordination : J. VAN MEERBEECK

VAN MEERBEECK J., *La garantie des biens de consommation nouvelle est (presqu') arrivée*, <http://hdl.handle.net/2078.3/259237>

DAUBIES N., *L'« Affaire Climat » - une étape dans le contentieux climatique*, <http://hdl.handle.net/2078.3/259239>

DEFRAITEUR V., *L'effet dans le temps du Livre 3*, <http://hdl.handle.net/2078.3/259241>

Numéro 119 (15 mars 2022)

Coordination : T. LÉONARD

BRUSSELMANS V., *La difficulté du contrat d'entreprise Design and Build : quand l'architecte et l'entrepreneur concluent ensemble un contrat*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261301>

HANON DE LOUVET V., *Indemnité de résiliation déterminée par le juge : rappel des critères*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261302>

Numéro 120 (1^{er} avril 2022)

Coordination : T. LÉONARD

PUYRAIMOND J.-F., *Une association de protection des consommateurs peut-elle agir en cessation à l'encontre d'une violation du RGPD*, <http://hdl.handle.net/2078.3/265933>

RIXHON M., *L'article 3.182, alinéa 3 du Code civil ou comment éviter de justesse une insécurité juridique portuaire*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261255>

Numéro 121 (15 avril 2022)

Coordination : T. LÉONARD

FRUY G., *La preuve d'une notification non signée de l'assureur*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261303>

SCHULTZ G., *Transport aérien : une grève « entamée à l'appel d'un syndicat » est-elle une « circonstance extraordinaire » ?*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261304>

Numéro 122 (1^{er} mai 2022)

Coordination : T. LÉONARD

GERACI C., *Les juridictions du travail ne peuvent s'immiscer, en opportunité, dans l'appréciation par l'employeur des performances d'un travailleur*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261305>

VAN LOOCK S., *La théorie de la relativité aquilienne rejetée*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261306>

Numéro 123 (15 mai 2022)

Coordination : Y. NINANE

DE CALLATAÿ C., *Après le « Data Governance Act », la Commission européenne propose le « Data Act »*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261308>

DE PIERPONT G., *La rémunération de l'agent commercial à l'abri de modifications unilatérales par le commettant*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261311>

Numéro 124 (1^{er} juin 2022)

Coordination : Y. NINANE

CHARLIER A., *Le rejet de la déduction de la vétusté : quand la « juste indemnisation » flirte avec l'abus de droit...*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261313>

DE RADIGUÈS V., *La réparation en nature sous le prisme d'un vol de chats : bis repetita placent !*, <http://hdl.handle.net/2078.3/261314>

Numéro 125 (15 juin 2022)

Coordination : Y. NINANE

NINANE Y., *Réforme du droit des obligations : les livres 1 et 5 du Code civil ont été adoptés*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265501>

DEBROUX L., *Restitution(s) consécutive(s) à une résolution : seul un comportement fautif du créancier peut exonérer le débiteur en restitution de son obligation*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265502>

GODIN J.-T., *La compensation légale opère de plein droit*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265503>

Numéro 126 (1^{er} juillet 2022)

Coordination : Y. NINANE

STANDAERT F., *L'obligation d'information de l'architecte en cas de mission partielle*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265504>

DUBRAY L., *Détention conjointe du bien loué : l'épineuse question de la responsabilité en cas d'incendie*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265505>

Numéro 127 (15 juillet 2022)

Coordination : P. JADOUL

JADOUL P., *A propos de l'entrée en vigueur des Livres 1 et 5 du Code civil*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265506>

SPROCKEELS D., *La condamnation d'une administration à la réparation en nature : subtil équilibre entre précision et liberté d'appréciation*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265507>

Numéro 128 (1^{er} août 2022)

Coordination : P. JADOUL

VANVREKOM S., *Renonciation au droit d'accession et trouble de voisinage*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265509>

DE CALLATAÏ M.-H., *Quand la Cour de cassation fait la part du feu...*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265510>

Numéro 129 (15 août 2022)

Coordination : P. JADOUL

MALHAIZE L., *Point de départ du délai de prescription de l'article 2262bis §1^{er}, al 2 du Code civil : que recouvre la « connaissance » de la victime ?*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265511>

DERAEDT C., *Conciliation et action en justice : limites du mandat d'un syndic*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265512>

Numéro 130 (1^{er} septembre 2022)

Coordination : P. JADOUL

COLPAINT E., *Le dol du tiers : du droit romain au nouveau livre 5 du Code civil*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265515>

JANSSEN C., *L'obligation de déclaration spontanée du risque : un devoir pesant tant sur le preneur d'assurance que le courtier*, hdl.handle.net/2078.3/265517

Numéro 131 (15 septembre 2022)

Coordination : N. BERNARD

BERNARD N., *L'apparition d'un « loyer socialisé » à Bruxelles*, <http://hdl.handle.net/2078.3/265429>

VANDENHOUTEN L., *Fraus (quasi) omnia corrumpit*, <https://hdl.handle.net/2078.3/265518>

DUBRAY L., *La théorie de l'imprévision consacrée par le nouveau Code civil : une application jurisprudentielle à suivre*, <http://hdl.handle.net/2078.3/265934>

Numéro 132 (1^{er} octobre 2022)

Coordination : N. BERNARD

SCHULTZ G., *Vers une interdiction « générale » des clauses abusives !*, <http://hdl.handle.net/2078.3/265833>

GERACI C., *Heures complémentaires et supplémentaires : une approbation tacite par l'employeur est-elle suffisante ?*, <http://hdl.handle.net/2078.3/265947>

Numéro 133 (15 octobre 2022)

Coordination : N. BERNARD

VAN ZUYLEN J., *Imprescriptibilité de l'exception de nullité*, <http://hdl.handle.net/2078.3/265949>

STROWEL A., *Le Digital Services Act et le Digital Markets Act adoptés*, <http://hdl.handle.net/2078.3/265950>

Numéro 134 (1^{er} novembre 2022)

Coordination : N. BERNARD

COPPÉE T., *Responsabilité du fait des choses : la preuve (in)directe du vice*, <http://hdl.handle.net/2078.3/266692>

VAN LOOCK S., *La mise en demeure revisited*, <http://hdl.handle.net/2078.3/266688>

Numéro 135 (15 novembre 2022)

Coordination : A. RUELLE

RUELLE A., *Iuris vinculum : de Papinien au livre 5 du Code civil*, <http://hdl.handle.net/2078.3/266719>

MALHAIZE L., *L'abus de droit ne requiert pas toujours une intention de nuire*, <http://hdl.handle.net/2078.3/267243>

STROWEL A., *Accès aux normes et protection des intérêts commerciaux*, <http://hdl.handle.net/2078.3/267244>

Numéro 136 (1^{er} décembre 2022) – A paraître

Coordination : A. RUELLE

VANVREKOM S., *Bail d'habitation à Bruxelles : indexation et performance énergétique*.

LARIELLE S., *Indemnisation du propriétaire du véhicule, responsabilité partielle de son conducteur : recours après indemnisation suite à un accident de la circulation*.

Numéro 137 (15 décembre 2022) – A paraître

Coordination : A. RUELLE

NICAISE V., *Une (rare) évolution concrète des efforts accrus fournis par la victime*.

CULOT H., *L'administrateur de société est-il une entreprise ? La cour de cassation prend position*.

Numéro 138 (1^{er} janvier 2023) – A paraître

Coordination : A. RUELLE

DE RADIGUÈS V., *Fraus omnia corrumpit et partage de responsabilité : deux espèces incompatibles*.

DAUBIES N., *L'arrêt de la Cour de cassation du 6 décembre 2021 en matière de responsabilité du fait des choses au regard des travaux sur la réforme de la responsabilité extracontractuelle*.

V - Axes de recherche du Centre et produits de la recherche

V.1. PERSONNEL ASSOCIE A CHACUN DES AXES DE RECHERCHE

Théorie générale des obligations et droit des contrats spéciaux

A. AURAGHI, N. BERNARD, A. CHARLIER, M. BERLINGIN, V. BRUSSELMANS, A. CHARLIER, T. COPPÉE, H. CULOT, F. CUVELIER, E. CRUYSMANS, N. DAUBIES, L. DEBROUX, M.-H. DE CALLATAÏ¹⁷, A. DE COOMAN, C. DELFORGE, G. DE PIERPONT, V. DE RADIGUÈS, J. DELLA FAILLE, G. FRUY, J.-FR. GERMAIN, P. JADOU, S. LARIELLE, O. LEGRAND, TH. LÉONARD, L. MALHAIZE, Y. NINANE, S. PARSA, G. SCHULTZ, F. STANDAERT, N. VAN DAMME, L. VANDENHOUTEN¹⁸, S. VAN LOOCK, S. VANVREKOM, J. VAN MEERBEECK, J. VAN ZUYLEN.

Droit au/du logement

N. BERNARD, A. CHARLIER, L. DEBROUX, V. DEFRAITEUR, C. DELFORGE, G. FRUY, P. JADOU, J. VAN MEERBEECK, S. VANVREKOM.

¹⁷ Congé maternité du 15 septembre au 15 décembre 2022

¹⁸ Jusque septembre 2022

Droit des biens

N. BERNARD, V. DEFRAITEUR, N. VAN DAMME.

Responsabilité civile et réparation des dommages (et assurances)

A. CHARLIER, T. COPPÉE, F. CUVELIER, N. DAUBIES, M.-H. DE CALLATAÏ¹⁹, V. DE RADIGUÈS, J. DELLA FAILLE, C. DELFORGE, G. FRUY, L. LANTONNOIS, TH. LÉONARD, S. LARIELLE, L. MALHAIZE, G. SCHULTZ, N. VAN DAMME, L. VANDENHOUTEN²⁰, J. VAN MEERBEECK, J. VAN ZUYLEN.

Concurrence, Consommation, Pratiques du marché et Droit des sociétés

M. BERLINGIN, H. CULOT, N. DAUBIES, C. DELFORGE, G. DE PIERPONT, G. FRUY, J.-Fr. GERMAIN, TH. LÉONARD, Y. NINANE, J.-F. PUYRAIMOND, G. SCHULTZ, N. VAN DAMME.

Protection et droit des données, droit de l'Internet et du numérique, propriété intellectuelle et droit des médias

E. CRUYSMANS, C. DE CALLATAÏ, G. DE PIERPONT, G. FRUY, Th. LÉONARD, S. PARSA, J.-F. PUYRAIMOND, A. STROWEL.

Modes de gestion des conflits

M. BERLINGIN, C. DELFORGE, C. DERAEDT, J.-Fr. GERMAIN.

Méthodologie juridique

N. BERNARD, T. COPPÉE, L. DUBRAY, C. GERACI, V. HANON DE LOUVET, G. SCHULTZ, S. TOUHAMI, S. VANVREKOM, J. VAN MEERBEECK.

Droit du travail

A. ARNOULD, P.-P. VAN GEHUCHTEN²¹.

Droit romain

E. COLPAINT, A. RUELLE.

Droit des personnes, de la famille et des régimes matrimoniaux

O. DE CUYPER, J. SOSSON, F. TAINMONT.

Droit judiciaire

A. GILLET, A. HOC, J.-F. VAN DROOGHENBROECK.

V. 2. PUBLICATIONS, COLLOQUES, EVENEMENTS SCIENTIFIQUES CLASSES SELON LES AXES DE RECHERCHE

V.2.1. THÉORIE GÉNÉRALE DES OBLIGATIONS ET DROIT DES CONTRATS SPÉCIAUX

Les recherches du Centre s'articulent principalement autour de deux axes : le droit commun des obligations (sources des obligations, régime général de l'obligation), d'une part, et le droit des contrats spéciaux, d'autre part. Une attention toute particulière est accordée ici à la relation contractuelle. L'étude de celle-ci se veut large et transversale. Tout d'abord, les recherches veillent à tracer les liens entre la théorie générale des obligations et le droit spécial des

¹⁹ Congé maternité du 15 septembre au 15 décembre 2022

²⁰ Jusque septembre 2022

²¹ Jusque septembre 2022

contrats, le second s'inscrivant dans le prolongement de la première. Ensuite, des thématiques (par ex. la responsabilité pour autrui ou encore la problématique des « défauts » de la chose) sont examinées de manière horizontale, en ce sens que l'on cherche à identifier les convergences et divergences entre les différents contrats spéciaux (voire à prolonger la comparaison dans la sphère des obligations quasi-délictuelles). Enfin, il est intéressant de montrer les dérogations, aux règles du droit des obligations, apportées par d'autres disciplines (on pense en particulier au droit de la consommation).

Les analyses menées mobilisent les ressources du droit comparé, des codifications savantes et les projets de la réforme du Code civil, en particulier les Livres 1, 5 et 8 (outre un futur livre 7 en cours de rédaction).

On signale, enfin qu'une thèse de doctorat, portant sur la notion de force majeure en matière contractuelle, est actuellement en cours au sein du Centre et que ce dernier accueille, par ailleurs, un doctorant étranger dans le cadre de la coopération au développement, doctorant dont les recherches portent sur l'office du juge en matière contractuelle.

– **Direction/coordination d'ouvrages collectifs et de numéro de revue**

JADOU L P.

- Rédacteur en chef, (avec Y. NINANE), de l'ouvrage « Obligations : Traité théorique et pratique », Kluwer (2 suppléments par an).

– **Monographies**

DELFORGE C.

- *Droit des contrats spéciaux, Ouvrage à l'attention des étudiants du programmes de Bachelier en droit*, Waterloo, Kluwer, 6^e édition, 2022, 590 p. (avec A. CRUQUENAIRE, I. DURANT, F. GEORGES, C. HÉLAS ET P. WÉRY) <http://hdl.handle.net/2078.1/259977>

– **Participation à des ouvrages collectifs**

LÉONARD T.

- « Le droit subjectif : noeud gordien de la distinction entre droit public et droit privé ? » in *Distinction (droit) public/(droit) privé Brouillages, innovation et influences croisées*, Bruxelles, Presses de L'université Saint-Louis, 2022, p. 221 à 365

NINANE Y.

- « L'inexécution du contrat imputable au débiteur », (avec R. THÜNGEN) in R. Jafferli (coord.), *Le livre 5 du Code civil et le nouveau droit des contrats*, col. UB³, vol. 96, Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 219 à 280. <http://hdl.handle.net/2078.3/266756>
- « La formation du contrat : conclusion dynamique et devoir d'information », (avec F. STANDAERT) in A. Cataldo et F. George (coord.), *Droit des obligations. Le nouveau livre 5 du Code civil*, Limal, Anthemis, 2022, pp. 159 à 191. <http://hdl.handle.net/2078.3/266757>

STANDAERT F.

- « La formation du contrat : conclusion dynamique et devoir d'information », (avec Y. NINANE) in A. Cataldo et F. George (coord.), *Droit des obligations. Le nouveau livre 5 du Code civil*, Limal, Anthemis, 2022, pp. 23 à 55. <http://hdl.handle.net/2078.3/266757>

VAN MEERBEECK J.

- « L'objet, la cause et la nullité », in *Le Livre 5 du Code civil et le nouveau droit des contrats*, R. Jafferali (coord.), Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 146-176
<http://hdl.handle.net/2078.3/266032>

– **Publications dans des revues scientifiques**

VAN LOOCK S.

- « It takes two to tango, but three to delegate: delegatie vereist de toestemming van drie partijen », *Revue générale de droit civil belge* 2022, p. 93-96
<http://hdl.handle.net/2078.3/266907>

– **Participation / coordination de recueils législatifs**

VANVREKOM S.

- « Code bac Saint-Louis pour les étudiants en droit », Larcier 2022.

– **Participation à des colloques, séminaires et autres activités scientifiques avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)**

GERMAIN J.-F.

- 17 mai 2022 : Participation au colloque interuniversitaire à l'UCLouvain « La réforme du droit des obligations : Livres 1 et 5 du nouveau Code civil », sur le thème de « la fin du contrat »
- 20 mai 2022 : Participation au colloque interuniversitaire à l'ULB « La réforme du droit des obligations : Livres 1 et 5 du nouveau Code civil », sur le thème de « la fin du contrat ».
- 23 mai 2022 : Participation au colloque interuniversitaire à l'ULiège « La réforme du droit des obligations : Livres 1 et 5 du nouveau Code civil », sur le thème de « la fin du contrat »

NINANE Y.

- Intervention à une conférence organisée par Le pli juridique à Namur consacrée à la réforme du droit des obligations au sein du nouveau livre 5 du Code civil, avec pour thème : « La formation du contrat : conclusion dynamique et devoir d'information ».
- 17, 20 et 23 mai 2022 : Interventions à un colloque interuniversitaire organisé à l'UCLouvain, à l'ULB et à l'ULiège consacré à la réforme du droit des obligations au sein des Livres 1 et 5 du Code civil, avec pour thème : « La fin du contrat et les restitutions » (en collaboration avec J-F. GERMAIN).

VAN LOOCK S.

- 3 juin 2022 : Présentation « Restitutieverplichtingen », dans le colloque « Het nieuwe verbintenissenrecht tot leven gebracht », organisé par CD&V, Parlement flamand.
- 23 septembre 2022 : Présentation « Tenietgaan van verbintenissen en contracten » dans le colloque “Het nieuwe Boek 5 ‘Verbintenissen’”, organisé par l'Insitut de Droit des Obligations, KU Leuven.

VAN ZUYLEN J.

- 19 mai 2022 : « Questions d'actualité en matière d'imprévision et de force majeure.

Midis du Centre de droit privé de l'ULB, Bruxelles,
<http://hdl.handle.net/2078.3/260866>

- 3 novembre 2022 : « Onmogelijkheid van rechtsuitoefening », *Présentation dans le cadre du workshop privaatrecht*, KULeuven, <http://hdl.handle.net/2078.3/266317>

– **Valorisation de la recherche**

BRUSSELMANS V.

- 24 novembre 2022 : « La loi BREYNE et ses nuances » – colloque devant les membres du CEAB (Collège des Experts Architectes de Belgique) <https://dial-uclouvain-be.usaintlouis.idm.oclc.org/pr/boreal/object/boreal:266585>
- 25 novembre 2022 : « La responsabilité de l'entrepreneur et de l'architecte » - intervention dans le cadre du Colloque sur la responsabilité professionnelle organisée par la Conférence du Jeune Barreau de Tournai <https://dial-uclouvain-be.usaintlouis.idm.oclc.org/pr/boreal/object/boreal:266587>

V.2.2. DROIT AU/DU LOGEMENT

Cet axe consacré au droit au/du logement se déploie dans plusieurs directions : habitat léger, plateformes internet d'hébergement touristique, logement social, sans-abri, ... Jonction est ainsi faite entre droit privé et droit public.

– **Direction/coordination d'ouvrages collectifs et de numéro de revue**

JADOUL P.

- Membre du comité de rédaction « Baux » du *Journal des Juges de Paix et de Police* (J.J.P.).
- Rédacteur en chef, (avec L. DEBROUX), de l'ouvrage « Baux : Commentaires pratiques », Kluwer (2 suppléments par an).

– **Monographies**

BERNARD N.

- *Le bail de logement social (et assimilé) en Wallonie et à Bruxelles*, Bruxelles, Larcier, 2022.
- *Le bail d'habitation à Bruxelles* (avec D. JOLY), Limal, Anthemis, 2022.
- *Les occupations précaires en 2022. Urbanisme, aspects civils et contractuels, salubrité, domiciliation, ...* (avec U. CARNOY), Bruxelles, Larcier, Jurimpratique, 3/2022.

– **Participation à des ouvrages collectifs**

BERNARD N.

- « Le bail de colocation à Bruxelles et en Wallonie », *Le bail immobilier*, sous la direction de L. BARNICH, Limal, Anthemis, 2022, p. 41 à 88. <http://hdl.handle.net/2078.3/258768>
- « L'impact du coronavirus sur les expulsions domiciliaires et le bail commercial », *La pandémie de Covid-19 face au droit*, vol. 2 : *Analyse et perspective d'une crise et de*

ses lendemains, sous la direction de S. PARSA et M. UYTENDAELE, Limal, Anthemis, 2022, p. 405 à 427. <http://hdl.handle.net/2078.3/260577>

- « Jurisprudence récente en matière de droit au logement », *Actualités de droit public en matière de logement*, sous la direction d’A. PIRSON, Bruxelles, Larcier, 2022, p. 9 à 40. <http://hdl.handle.net/2078.3/260064>

– **Publications dans des revues scientifiques**

BERNARD N.

- « La lutte contre les loyers abusifs en Région bruxelloise », *J.J.P.*, 2022, p. 282 à 298. <http://hdl.handle.net/2078.3/264846>
- « Injecter une dimension collective dans les recours en matière de logement » (avec V. van der Plancke), *Jurimpratique*, 1/2022, p. 9 à 70. <http://hdl.handle.net/2078.3/264117>
- « Décider d’une expulsion sans examiner la proportionnalité de celle-ci viole le droit au domicile », bref commentaire sous l’arrêt *Casa di Cura Ahmadova c. Azerbaïdjan* rendu le 18 novembre 2021 par la Cour européenne des droits de l’homme, *Aménagement-environnement*, 2022, p. 111. <http://hdl.handle.net/2078.3/261643>
- « Un propriétaire a-t-il le droit d’interdire à son locataire de se domicilier (en camping résidentiel ou ailleurs) ? », obs. sous J.P. Marche-en-Famenne, 7 septembre 2021, *J.L.M.B.*, 2022, p. 885 à 895. <http://hdl.handle.net/2078.3/260894> et *Échos du logement*, 2022 (à paraître).
- « Le bail de colocation à Bruxelles et en Wallonie », *Bulletin Juridique & Social*, 2022, mai 2022, p. 7 à 10. <http://hdl.handle.net/2078.3/260750>
- « Le bailleur (social) peut-il se sentir non concerné par les troubles de voisinage causés par l’un de ses locataires à d’autres ? », obs. sous Cass., 7 janvier 2021, *J.L.M.B.*, 2022, p. 308 à 414. <http://hdl.handle.net/2078.3/258887>
- « Prévenir ou (à défaut) humaniser les expulsions de logement en Région bruxelloise » (avec V. VAN DER PLANCKE et V. ALONSO), Bruxelles, Larcier, *Jurimpratique*, 2/2021, p. 5 à 113. <http://hdl.handle.net/2078.3/258572>
- Recension dans le *Journal des tribunaux* de G. SCHULTZ et I. MATHY (dir.), *Lexique juridique belge* (Bruxelles, Larcier, 2021), 2022, p. 51. <http://hdl.handle.net/2078.3/257747>
- « Faire construire les logements sociaux par le secteur privé : les leviers (insoupçonnés) de la Région bruxelloise en matière de TVA », « De bouw van sociale woningen door de privésector », « Having the private sector build social housing » (avec E. TRAVERSA, et la collaboration de V. LEMAIRE, L. PAUWELS, T. LEROY et V. VAN TROYEN), *Brussels studies*, n° 164, 2022. <http://hdl.handle.net/2078/257254>

– **Participation à des colloques, séminaires et autres activités scientifiques avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)**

BERNARD N.

- 7 décembre 2022 : « Le droit au logement des migrants », intervention au colloque *Academies IncluCities* organisé à Bruxelles par Brulocalis.
- 2 et 20 décembre 2022 : « La convention d’occupation temporaire en Région bruxelloise », formation donnée avec U. CARNOY au Centre d’étude et de formations immobilières.

- 18 novembre 2022 : « Le statut cohabitant en droit : ombres et réalités », intervention à la journée d'études *Pour la suppression du taux cohabitant* organisée à Namur par le Mouvement ouvrier chrétien (MOC).
- 8 novembre 2022 : « Le bail d'habitation en Région bruxelloise (résidence principale, colocation, logement étudiant) », formation donnée à Bruxelles avec D. JOLY pour le compte d'Anthemis.
- 3 novembre 2022 : « Droit au logement : où en est-on ? », intervention faite à Bruxelles dans le cadre du cycle de formations *Statuts et droits sociaux dans l'après-covid* organisé par l'asbl Atelier des droits sociaux.
- 20 octobre 2022 : « ÉCoHabiter un bien meuble : un mobilier réversible sur un immobilier durable ? » (avec B. MÉSINI), intervention au colloque international *Immobilier durable* organisé à Paris par l'École supérieure des professions immobilières.
- 13 octobre 2022 : « Faire construire les logements sociaux par le secteur privé : les leviers (insoupçonnés) de la Région bruxelloise en matière de TVA », conférence donnée aux Midis de l'IRIB à Bruxelles.
- 30 septembre 2022 : « Le logement social wallon à la croisée des chemins », intervention au colloque *100 ans de logements publics en Province de Liège : Logement 2.0 !* organisé à Liège par l'Association des Directeurs-gérants de la Province de Liège.
- 12 septembre 2022 : « Le cadre conceptuel des coopératives actives dans l'immobilier », intervention au colloque *Les coopératives de financement en matière immobilière* organisé à Bruxelles par l'Université Saint-Louis — Bruxelles et Crédal.
- 9 septembre 2022 : « L'insalubrité à Bruxelles : constat et perspective », intervention à la séance de présentation de la bande dessinée *Recherche d'appart* organisée à Molenbeek par l'association Bonnevie.
- 30 juin 2022 : « Faire construire les logements sociaux par le secteur privé : les leviers (insoupçonnés) de la Région bruxelloise en matière de TVA », audition au Parlement bruxellois.
- 13 juin 2022 : « Le bail de logement social à Bruxelles et en Wallonie », webinaire donné (en compagnie de J.-M. VANNESTE) à l'invitation d'Anthemis
- 9 juin 2022 : « L'exercice de *spendig review* dans le secteur du logement social bruxellois », audition (en compagnie de M. Verdonck et P. Zimmer) au Parlement bruxellois.
- 20 mai 2022 : « Insalubrité et relogement en Région bruxelloise », conférence donnée à Bruxelles à l'invitation du Syndicat des locataires des logements sociaux.
- 17 mai 2022 : « Faire construire les logements sociaux par le secteur privé : les leviers (insoupçonnés) de la Région bruxelloise en matière de TVA », intervention (avec E. TRAVERSA) au LabMidi organisé à Bruxelles par Perspective.Brussels.
- 16 mai 2022 : Animation de l'atelier « Mise en oeuvre des obligations positives : la responsabilité des autorités publiques » lors du colloque *The European Contribution to the Right to Housing. Standards, Litigation and Advocacy. L'apport européen au droit au logement. Normes, contentieux et plaidoyer* organisé à Bruxelles par la FEANTSA (Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abris).
- 10 mai 2022 : « L'organisation juridique des nouveaux modes d'habiter », intervention à la formation sur *Les nouveaux modes d'habiter* organisée par la Conférence permanente du développement territorial de la Région wallonne (CPDT)

- 8 mai 2022 : « Actualités en matière de *coliving* », intervention au *Salon de l'habitat groupé* organisé à Bruxelles par Habitat et participation.
- 8 mai 2022 « Le nouveau régime des coopératives d'habitants » (avec I. VERHAEGEN), intervention au *Salon de l'habitat groupé* organisé à Bruxelles par Habitat et participation.
- 4 mai 2022 : « Actualités du bail de logement social », intervention au *Marathon du droit* organisé (en distanciel) par Larcier.
- 29 avril 2022 : « La vacance immobilière à Bruxelles », conférence donnée à Bruxelles à l'invitation du Syndicat des locataires des logements sociaux.
- 29 mars 2022 : « Jurisprudence récente en matière de droit au logement », intervention au colloque *Actualités de droit public en matière de logement* organisé à Liège par la Commission Droit public du barreau de Liège-Huy.
- 28 mars 2022 : « L'encadrement des loyers à Bruxelles », conférence donnée à Bruxelles à l'invitation de Brupartners.
- 24 mars 2022 : « Les pouvoirs de la Région bruxelloise en matière de TVA », intervention au colloque *Accès au logement et fiscalité immobilière* organisé à Bruxelles par la Foundation for the Urban Environment.
- 21 mars 2022 : « Le droit à l'eau », conférence donnée à Bruxelles à l'invitation du Centre de développement durable de l'Université Saint-Louis — Bruxelles.
- 24 février 2022 : « Les expulsions de logement », conférence donnée à Bruxelles à l'invitation du Syndicat des locataires des logements sociaux.
- 18 février 2022 : « La reconnaissance de l'habitat léger (et de la caravane) en droit belge », conférence donnée (à distance) pour la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (France).
- 14 février 2022 : « Le bail de colocation », intervention au colloque *Le bail immobilier* organisé à Bruxelles par le master en notariat de l'Université libre de Bruxelles.
- 9 février 2022 : « L'évolution des dispositifs juridiques concernant le logement en Région bruxelloise », conférence donnée à Louvain-la-Neuve à l'invitation du groupe de recherche CTRL+H.
- 8 février 2022 : Participation à la table-ronde organisée au cours du colloque *État d'exception et État de droit – Les enseignements tirés de la gestion de la COVID* mis sur pied par Anthemis à Bruxelles.
- 27 janvier 2022 : « Un regard bruxellois sur l'expérience italienne », intervention au colloque *Atelier sur l'expérience italienne des Règlements pour les communs* organisé à Bruxelles par le Community land trust Bruxelles.

V.2.3. DROIT DES BIENS

Cet axe s'est consacré tout entier cette année à l'entrée en vigueur, le 1^{er} septembre 2021, de la loi du 4 février 2020 portant réforme du droit des biens au sein du Code civil.

- **Direction/coordination d'ouvrages collectifs et de numéro de revue**

DEBROUX L.

- Membre du comité de rédaction « Baux » du Journal des Juges de Paix et de Police (J.J.P.)

- **Monographies**

BERNARD N.

- Deuxième édition de *Le droit des biens après la réforme de 2020* (avec la collaboration de V. DEFRAITEUR), Limal, Anthemis, 2022. <http://hdl.handle.net/2078.3/265368>

– **Publications dans des revues scientifiques**

BERNARD N.

- « Droit d’usufruit, dirigeant d’entreprise et fiscalité » (avec E. SANZOT et A. VANDENDRIES), *Jurimpratique*, 2/2022

DEFRAITEUR V.

- « Le clotage et le bornure », *For. immo* 2022, liv. 46, 8 <http://hdl.handle.net/2078.3/267343>
- « Les servitudes légales : vues sur jardin », *For. immo* 2022, liv. 45, 2-3 <http://hdl.handle.net/2078.3/267345>
- « Les troubles de voisinage « dans le texte » », *For. immo* 2022, liv. 44, 4-5 <http://hdl.handle.net/2078.3/261684>
- « La sortie d’indivision », *For. immo* 2022, liv. 43, 2-3 <http://hdl.handle.net/2078.3/261683>
- « Le syndic et la récupération des charges », note sous *Civ. Limbourg*, 31 janvier 2022, *J.T.P.*, 2022, p. 420

– **Participation à des colloques, séminaires et autres activités scientifiques avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)**

BERNARD N.

- 11 octobre 2022 : « Conséquences en matière de fiscalité directe et indirecte du nouveau droit d’usufruit », intervention (avec E. SANZOT et A. VANDENDRIES) au colloque *Les incidences fiscales de la réforme du droit des biens* organisé à Louvain-la-Neuve par *Jurimpratique*.
- 19 septembre 2022 : « Le droit des biens un an après l’entrée en vigueur de la réforme », webinaire donné à l’invitation d’Anthemis.
- 12 mai 2022 : « Les vertus du nouveau livre 3 du Code civil pour le développement des community land trust », conférence donnée à Bruxelles à l’invitation du Community land trust Bruxelles.
- 8 mai 2022 : « Les nouveautés en matière d’emphytéose et de superficie », intervention au *Salon de l’habitat groupé* organisé à Bruxelles par Habitat et participation.
- 31 mars 2022 : « La prescription acquisitive dans le nouveau droit des biens », intervention au colloque *La prescription* organisé à Tournai par la Conférence du jeune barreau de Tournai.
- 17 février 2022 : « Les principes généraux du nouveau droit des biens », intervention (sous forme de capsule) au colloque *L’entrée en vigueur du nouveau droit des biens* organisé à distance par Conseil francophone de la Fédération royale du notariat belge.
- 17 février 2022 : « Le droit transitoire de la loi du 4 février 2020 », intervention (sous forme de capsule) au colloque *L’entrée en vigueur du nouveau droit des biens* organisé à distance par Conseil francophone de la Fédération royale du notariat belge.

- 17 février 2022 : « L'article 3.17 du nouveau Code civil et l'effet de l'extinction des droits réels », intervention (sous forme de capsule) au colloque *L'entrée en vigueur du nouveau droit des biens* organisé à distance par Conseil francophone de la Fédération royale du notariat belge.

– **Valorisation de la recherche**

DEFRAITEUR V.

- 15 et 16 septembre 2022 : Participation à l'université d'été des notaires de Fed. Not. sur le thème des servitudes, La Hulpe.
- Juin et septembre 2022 : « Nue-propriété, usufruit et les droits réels démembres en copropriétés », exposés pour le CEFIM.
- 30 septembre 2022 : « La prescription acquisitive et les servitudes depuis le livre 3, exposé pour les géomètres-expert », Namur.
- 3 mai 2022 : « L'incidence du livre 3 sur le processus de vente », Les déjeuners de l'immobilier, CEFIM, Namur
- 31 mars et 4 mai 2022 : « Le livre 3 et les huissiers de justices », formation pour l'UFHJ
- 22 mars 2022 : « Le livre 3 et la réforme du droit des biens : quels impact pour les assurances ? », Exposé pour l'AJA, Saint-Louis.

V.2.4. RESPONSABILITÉ CIVILE ET RÉPARATION DES DOMMAGES (ET ASSURANCES)

Les recherches du Centre portent sur les régimes de droit commun (dans l'ancien Code civil) et les législations postérieures ayant introduit des régimes spéciaux de réparation des dommages. Elles ont pour objet d'approfondir, par des contributions doctrinales, les principes du droit de la responsabilité aquilienne et de réaliser des examens et commentaires de jurisprudence. Les réformes en cours des régimes précités est également examinée, qu'elles concernent le Code civil de 1804 (futur livre 6) ou des lois particulières (not. la révision prochaine de la directive relative à la responsabilité du fait des produits défectueux). Enfin, de manière plus ponctuelle, les recherches tendent à approfondir certains aspects du droit des assurances, matière intimement liée au droit de la réparation des dommages.

– **Participation à des ouvrages collectifs**

CHARLIER A.

- « Les accidents de la circulation présentant un élément d'extranéité : Un voyage en terre hostile ? », in P. LECOCQ et M. DAMBRE (coord.) *Chronique de droit à l'usage des juges de paix et de police 2022*, Bruxelles, La Charte, 2022, pp. 155 à 206. <http://hdl.handle.net/2078.3/260942>

– **Publications dans des revues scientifiques**

COPPÉE T.

- « Obligation d'information du médecin et charge de la preuve : le calme après la tempête ? » note sous Cass (1re ch.), 18 juin 2020, *Consilio*, 2021, n° 2, p. 84. <http://hdl.handle.net/2078.3/253900>

DE RADIGUÈS V.

- « La reconnaissance du droit à l'information du patient comme droit de la personnalité : cataplasme sur une jambe de bois ? », R.G.A.R., 2022, liv.3, p. 15865 <http://hdl.handle.net/2078.3/266603>

DELLA FAILLE J.

- « L'arrêt de la Cour d'appel de Liège du 15 octobre 2021 : la responsabilité du fait des denrées alimentaires sous le prisme de la loi du 25 février 1991 », obs. sous Liège, 15 octobre 2021, R.G.D.C., 2022, à paraître en décembre 2022.
- **Participation à des colloques, séminaires et autres activités scientifiques avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)**

CHARLIER A.

- 15 décembre 2022 : « L'accident de la circulation présentant un élément d'extranéité : le Rubik's cube de la circulation routière », dans le cadre du colloque organisé par le Jeune Barreau de Bruxelles, sur le droit de la circulation routière.
 - 12 décembre 2022 : coordination du colloque « L'assurance protection juridique : aborder les questions qui fâchent pour restaurer le dialogue », faisant l'objet d'un numéro spécial du Forum de l'assurance, organisé par Anthemis.
 - 10 novembre 2022 : « L'assurance revenu garanti du travailleur indépendant : Entre ombre et lumière », dans le cadre du colloque organisé par le Jeune Barreau de Bruxelles, sur la réparation du dommage du travailleur indépendant.
 - 21 septembre 2022 : « La garantie des biens de consommation, la garantie des vices cachés et le contrat de vente des véhicules », dans le cadre d'une formation à destination des experts automobiles, agréée par l'Institut des Experts Automobiles.
 - 07 mai 2022 : « Les accidents de la circulation présentant un élément d'extranéité : un voyage en terre hostile ? », lors de la 29^{ème} Chronique de droit à l'usage des juges de paix et de police, organisée par Die Keure – La Charte et l'ULiège.
 - 25 avril 2022 : « La déclaration du risque en droit des assurances et ses corollaires », intervention pour FEPRABEL-Namur.
- **Valorisation de la recherche**

CHARLIER A.

- 28 octobre 2022 : « La responsabilité des mouvements de jeunesse, des animateurs et leurs assurances », formations dispensées aux chefs d'unité scouts et guides de BEAUFAYS.
- 20 octobre 2022 : « L'expertise médicale – La colonne vertébrale de l'indemnisation du préjudice corporel ? », dans le cadre des cycles de formation « Les midis de l'Expertise et de la Réparation du Dommage Corporel », organisés par Anthemis.

V.2.5. CONCURRENCE, CONSOMMATION, PRATIQUES DU MARCHÉ ET DROIT DES SOCIÉTÉS

Les axes de recherches tournent autour des matières phares du droit de l'entreprise tel qu'il est enseigné à Saint-Louis : les principes généraux qui s'articulent autour des grandes libertés économiques (liberté d'entreprendre, de concurrence, de contracter etc.), le droit des sociétés, le droit des contrats dits « commerciaux », le droit de la concurrence, le droit des pratiques du commerce et de la protection des consommateurs. L'environnement numérique de

l'entreprise, nécessaire à son fonctionnement, est également intégré dans cet axe de recherche.

– **Direction/coordination d'ouvrages collectifs et de numéro de revue**

CULOT H.

- *Pays émergents et droit international économique, tome 2 : les grands équilibres mondiaux* (direction avec H. TOURARD et P. VINCENT), Bruxelles, Bruylant, 2022, 378 p. (<http://hdl.handle.net/2078/261701>)

– **Participation à des ouvrages collectifs**

CULOT H.

- « L'apport du droit européen à la digitalisation du fonctionnement des sociétés » (avec G. DE PIERPONT), in A. STROWEL et G. MINNE (dir.), *L'influence du droit européen en droit économique. Liber Amicorum Denis Philippe*, volume 1, Bruxelles, Larcier, 2022, p. 305-323 (<http://hdl.handle.net/2078/262399>)

DE PIERPONT G.

- « L'apport du droit européen à la digitalisation du fonctionnement des sociétés » (avec H. Culot), in *L'influence du droit européen en droit économique - Liber amicorum Denis Philippe*, Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 261-279. <http://hdl.handle.net/2078/262399>
- *Société à responsabilité limitée*, coll. Répertoire pratique du droit belge, Bruxelles, Larcier, 2022 (contribution), à paraître.

– **Publications dans des revues scientifiques**

CULOT H.

- « Bernard Remiche, fondateur et président (2002-2011) de l'Association Internationale de Droit Économique » (avec A. AUTENNE), *Revue internationale de droit économique*, 2022/4, p. 495-500 <http://hdl.handle.net/2078/256842>
- « Kroniek vennootschapsrecht – Chronique droit des sociétés 2021-2022 » (avec D. VAN GERVEN), *R.P.S.-T.R.V.*, 2022/6, p. 472-494 <http://hdl.handle.net/2078/265584>

SCHULTZ G.

- « Garantie des biens de consommation : de l'office du juge à la résolution partielle du contrat de vente », *note sous Entr. Hainaut, div. Mons (3e ch.)*, 3 février 2021 et 2 juin 2021, *D.C.C.R.*, 2022, p. 91 à 109 <http://hdl.handle.net/2078.3/260675>

– **Participation / coordination de recueils législatifs**

DE PIERPONT G.

- *Code Bac – Economie/Gestion/Sciences humaines (2021-2022)*, Bruxelles, La Chartre, 2022, 1520 p. (coll.) <http://hdl.handle.net/2078/266531>
- *Code bac 3*, Bruxelles, Larcier, 2022, 1038 p. (coll.) <http://hdl.handle.net/2078/266533>

– **Participation à des colloques, séminaires et autres activités scientifiques avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)**

CULOT H.

- 27 octobre 2022 : « L'actionnaire : ses droits et sa participation dans la gouvernance des sociétés », exposé au séminaire « Actualités en matière de gouvernance des sociétés », organisé par Vanham & Vanham, en ligne.
- 18 novembre 2022 : « Les normes de l'OIT dans les traités de commerce internationaux », exposé au colloque « L'Organisation internationale du Travail. Une réponse aux défis sociaux du monde du travail du XXI^e siècle ? », Bruxelles.
- 23 novembre 2021 : « Droit des sociétés », exposé au colloque « Le marathon du droit économique du Journal des Tribunaux », en ligne.
- 30 septembre 2022 : « The Private Limited without Capital: How is it faring? », exposé au 16th ECFR Symposium, Leuven.
- 11-13 juillet 2022 : « Responsabilité locale des entreprises multinationales. La proposition de directive sur le 'devoir de vigilance' », exposé au colloque international « L'héritage des professeurs Champaud et Remiche : une doctrine sociale de l'entreprise en Afrique et en Europe », Abidjan, Université des Lagunes.
- 5 mai 2022 : « Les conséquences de la qualité d'entreprise », exposé au colloque « Les ASBL et le droit économique » organisé par l'Association des juristes namurois, Namur.
- 17 mars 2022 : « La responsabilité des administrateurs depuis l'entrée en vigueur du CSA », exposé au séminaire « Actualités en matière de responsabilité des administrateurs » organisé par Vanham & Vanham, Bruxelles.

DAUBIES N.

- 12 octobre 2022 : Intervention dans le cadre du projet Crise en question : sur le thème de la crise énergétique (Rencontre-débat en collaboration avec le CEDRE)

– Valorisation de la recherche

CULOT H.

- Juin 2022 : Inscription sur la liste des personnes susceptibles d'être désignées comme arbitre par la Commission européenne dans les différends bilatéraux régis par les accords commerciaux avec les États tiers.
- 2 juin 2022 : Conseil d'État (section de législation), intervention comme expert pour l'examen d'un avant-projet de loi relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse en ce qui concerne certaines procédures de recours accélérées auprès du Conseil d'État, avis 71.350/2.
- 2 juin 2022 : Conseil d'État (section de législation), intervention comme expert pour l'examen d'un avant-projet de loi modifiant la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement et portant autres dispositions diverses visant à transposer la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement, avis 71.351/2.
- 2 juin 2022 : Conseil d'État (section de législation), intervention comme expert pour l'examen d'un avant-projet de loi relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant dispositions diverses, avis 71.352/2.

SCHULTZ G.

- « Les consommateurs désormais mieux protégés, y compris sur Internet », In: *La Libre Belgique*, Vol. 3 septembre 2022, no.1, p. 1 (2022) <http://hdl.handle.net/2078.3/264787> ;
- « La garantie légale modernisée pour intégrer les “éléments numériques” », In: *La Libre Belgique*, Vol. 21 mai 2022, no.1, p. 1 (2022) <http://hdl.handle.net/2078.3/261104>
- « Transport aérien: la grève est-elle une “circonstance extraordinaire”? », In: *La Libre Belgique*, Vol. 26 février 2022, no.1, p. 1 (2022) <http://hdl.handle.net/2078.3/259998>
- « L’indexation des loyers? Oui, mais à certaines conditions! », In: *La Libre Belgique*, Vol. 15 janvier 2022, no.1, p. 1 (2022) <http://hdl.handle.net/2078.3/256659>

V.2.6. PROTECTION ET DROIT DES DONNÉES, DROIT DE L’INTERNET ET DU NUMÉRIQUE, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DROIT DES MÉDIAS

Cet axe de recherche s’intéresse aux conséquences juridiques liées à l’innovation, tant dans sa dimension numérique et technologique que dans celle relative à la protection juridique attachée à la création artistique ou à l’innovation technique. Les enjeux relatifs à l’innovation et à l’internet inondent de nombreux champs juridiques et offrent d’importantes perspectives de recherche, tant les questions juridiques soulevées sont nombreuses et souvent inédites. L’on peut notamment évoquer l’évolution croissante de la place prise par la propriété intellectuelle et son adaptation à l’environnement numérique, l’inévitable développement du droit des données (qu’elles soient personnelles ou non) et du droit du numérique, le rôle grandissant des plateformes, ou encore l’adaptation du droit des médias au regard de la digitalisation.

– Monographies

STROWEL A.

- *Le droit d’auteur européen en transition numérique. De ses origines à l’unification européenne et aux défis de l’intelligence artificielle et des Big Data*, Larcier, 2022, 393 p. <http://hdl.handle.net.proxy.bib.ucl.ac.be/2078.3/266335>

– Participation à des ouvrages collectifs

DE PIERPONT G.

- « L’apport du droit européen à la digitalisation du fonctionnement des sociétés » (avec H. Culot), in *L’influence du droit européen en droit économique - Liber amicorum Denis Philippe*, Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 261-279 <http://hdl.handle.net/2078/262399>

– Publications dans des revues scientifiques

CRUYSMANS E.

- « Droit et numérique : lorsque l’oubli se fait prérogative(s) juridique(s) », *Annales de droit de Louvain*, 2021/2, pp. 349-366 <http://hdl.handle.net/2078/258022>
- « Le point sur les récents développements de la responsabilité des plateformes en ligne en cas de téléversement (uploading) d’oeuvres protégées par les utilisateurs », *A&M*, 2021/2, pp. 197-202 <http://hdl.handle.net/2078/258019>

- « Le droit à l’oubli devant la Cour européenne des droits de l’homme : l’intégration d’une composante temporelle dans un litige vie privée/liberté d’expression. (obs. sous Cour eur. dr. h., arrêt Hurbain c. Belgique, 22 juin 2021) », *Revue trimestrielle des droits de l’homme*, 2022, vol. 129, pp. 161-182 <http://hdl.handle.net/2078/258021>
- La « jurisprudence » des conseils de déontologie journalistique dans la jurisprudence des autorités judiciaires », *Recherches en communication*, 2022, à paraître <http://hdl.handle.net/2078/258023> (soumis)
- « Application particulière du droit à l’oubli par la Cour européenne des droits de l’homme : la désindexation d’information demandée auprès de l’éditeur d’un site Internet », *A&M*, 2022/1, pp. 82-88 <http://hdl.handle.net/2078/265852>

STROWEL A.

- « Plaidoyer pour un droit d’auteur unitaire de l’Union européenne », in *Entre art et technique : les dynamiques du droit, Mélanges Pierre Sirinelli*, LexisNexis, 2022, p. 197-218 <http://hdl.handle.net.proxy.bib.ucl.ac.be/2078.3/266337>
 - « Les données, une ressource en quête d’un régime d’appropriation optimal », (Avec L. DESAUNETTES) in *DAOR*, 2022/1, n° 141, p. 85-103 <http://hdl.handle.net.proxy.bib.ucl.ac.be/2078/266338>
 - « La stratégie européenne pour les données », in B. BERTRAND (dir.) (Avec Q. FONTAINE), *La construction d’une politique européenne du numérique*, Bruylant, 2022, p. 711-731
 - « Les données, un nouvel actif à l’intersection des propriétés intellectuelles », in J.-M. BRUGIÈRE (sous dir.), *La para-propriété intellectuelle*, Dalloz, 2022, p. 93-121 <http://hdl.handle.net.proxy.bib.ucl.ac.be/2078/266342>
 - « What’s in a Name ? About “Work”, “Data”, “Reproduction” and “Extraction”. Libre Propos on Copyright Infringement and the Metaphysics of the Law », in *Gestaltung der Informationsrechtsordnung. Festschrift für Thomas Dreier zum 65. Geburtstag*, C.H. Beck, 2022, p. 67-83 <http://hdl.handle.net.proxy.bib.ucl.ac.be/2078/266348>
 - « Teaching IT Law through the lens of legal design », (Avec R. DUCATO) in E. ALLBON and A. PERRY-KESSARIS (ed.), *Design in Legal Education*, Routledge, 2023, p. 97-109 <http://hdl.handle.net.proxy.bib.ucl.ac.be/2078/266341>
 - « European Commission, Directorate-General for Communications Networks, Content and Technology. Study on copyright and new technologies : copyright data management and artificial intelligence » (avec L. DESAUNETTES ET S. DEPREEUW), *Publications Office of the European Union*, 2022, <https://data.europa.eu/doi/10.2759/570559> <http://hdl.handle.net.proxy.bib.ucl.ac.be/2078/266347>
 - « L’influence du droit européen et de la Cour de justice en propriété intellectuelle : vers un ius commune », (Avec L. DESAUNETTES ET V. CASSIERS) in A. STROWEL et G. MINNE, *L’influence du droit européen en droit économique. Liber Amicorum Denis Philippe*, Larcier, 2022, vol. 1, p. 673-699 <http://hdl.handle.net.proxy.bib.ucl.ac.be/2078/266349>
 - « Les communs numériques modelés par les outils du droit privé », *J.T.*, 2022, p. 619-631 <http://hdl.handle.net.proxy.bib.ucl.ac.be/2078/266346>
- **Participation à des colloques, séminaires et autres activités scientifiques avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)**

CRUYSMANS E.

- 18 mars 2022 : « Concilier recherche et RGPD : La protection de la vie privée, un véritable obstacle ? », Journée annuelle du module Époque contemporaine, *Les historiens face au RGPD et à la protection de la vie privée*, organisée par l'École doctorale Jean Histar (Histoire, Histoire de l'art et Archéologie) à l'Université de Liège.

FRUY G.

- 21 avril 2022 : « Liability for Defective Products in the Light of Connected Devices », communication lors d'un workshop du groupe de recherches DRAILS, sous la direction d'A. STROWEL, organisé en ligne via eventbrite.
- 20 septembre 2022 : « Autonomy in decision-making: consumers and connected devices », communication lors d'une summerschool sur l'intelligence artificielle organisée par la KULeuven du 12 septembre 2022 au 21 septembre 2022.

LÉONARD T.

- 3 février 2022 : « La vaccination obligatoire au regard des législations sur la protection des données : des objections réelles », conférencier, *L'obligation vaccinale contre le Covid 19 en Belgique ?*, conférence en ligne organisée par Lawyers4Democracy et Anthémis, accessible en ligne <https://youtu.be/KkY3tRm27FM>
- 11 mars 2022 : « démocratie participative et protection des données à caractère personnel : questions choisies », cours dans le module 3 du certificat interuniversitaire en démocratie participative.
- 17 juin 2022, « Intelligence artificielle et protection de la vie privée : pour une réconciliation du droit et de l'ingénierie », communication lors d'un déjeuner-conférence à la Société européenne des ingénieurs et industriels (avec Schröder B.)

STROWEL A.

- 28 janvier 2022 : organisation et modération de l'après-midi de la conférence hybride sur « The Unified Patent Court System. Remaining weaknesses and possible adjustments » (organisée à l'USL-B et en ligne).
- 17 février 2022 : avec S. Depreeuw et L. Desaunettes, conférence dans le cadre du groupe de recherche UCL-USL-B DRAILS (« Data, Robotics, Artificial Intelligence, Law and Society ») d'une conférence sur The impact of deployment of AI technologies in the field of creative industries for copyright and related rights.
- 19 mars 2022 : présentation des travaux du Working Group on Intellectual Property Rights de l'ALLEA (All European Academies) dans le cadre d'une réunion des experts juridiques d'EARTO (European Association of Research & Technology Organisations).
- 29 mars 2022 : présentation lors d'un séminaire en ligne du « Guide sur l'utilisation des actifs de propriété intellectuelle par les PME pour accéder au financement » réalisé pour le SPF économie, PME, Classes moyennes.
- 30 mars 2022 : présentation avec L. Desaunettes d'un exposé sur « Data appropriation in Europe : between growing property rights and new access rights » dans le cadre du projet ARC PROSECO sur l'économie et la régulation des plateformes numériques
- 6 avril 2022 : cours-conférence donné en ligne dans le cadre du Master in Intellectual Property and Digital Innovation de l'U d'Alicante sur le thème « What rights on data ? Data Appropriation and Sharing under EU Law ».

- 22 avril 2022 : participation au webinaire à l'attention des Data Ambassadors du réseau de la Communauté Wallonie-Bruxelles et présentation avec J. De Mayere sur « Big data et propriété intellectuelle : partager les données et respecter les droits »
- 7 juin 2022 : participation au workshop Industrial Data Sharing organisé par l'U de Genève (en matinée) et contribution intitulée « Quelles stratégies et législation pour l'Union européenne » au colloque du Digital Law Center sur « Le partage des données industrielles » (après-midi).
- 20 juin 2022 : modération de la session de l'après-midi intitulée « Way(s) forward » dans le cadre de la conférence à l'USL-B (co-organisée avec le CRIDES et le CePRI) sur le thème « User protection against discrimination on sharing economy platforms » (projets ARC PROSECO et SHINE).
- 23 juin 2022 : cours-conférence donnée sur « The Law of Platforms. European Perspective » dans le cadre du Geneva Digital law Summer School Online (U de Genève).
- 23-24 juin 2022 : participation au colloque des 40 ans de l'IRPI organisé par l'U Panthéon-Assas (Paris) et contribution orale avec L. Desauettes sur « L'intégration européenne » comme dimension de l'internationalisation des « propriétés intellectuelles en mouvements ».
- 28 juin 2022 : participation au séminaire organisé à Bruxelles par Abilways sur « Les lanceurs d'alerte » et contribution avec H. van Rijckevorsel sur « Comment concilier le régime des lanceurs d'alerte avec la protection du secret d'affaires? »
- 26 août 2022 : participation au séminaire organisé par l'IVIR de l'U d'Amsterdam (dans le cadre du projet ReCreating Europe) sur « Territoriality – A uniform copyright title ».
- 13 septembre 2022 : participation à la 4th Waseda Brussels Conference sur « New Technologies and Regulation in Japan and Europe » organisée par la Waseda U et l'ULB et modération d'une roundtable sur les « policy challenges ».
- 15 septembre 2022 : modération de la matinée de la conférence organisée à Bruxelles par le Licensing Executive Society sur le thème « Use of (non) personal data in a digital world : Impact of recent legislation, digital agenda and practical insights » et contribution orale intitulée « The EU Data Strategy and the new data legislation » en introduction à la journée d'étude.
- 21 septembre 2022 : participation en ligne à la conférence organisée à Varsovie par le cabinet JWP Patent & Trademark Attorneys sur « Polish and European challenges in light of the upcoming Unified Patent Court » et contribution avec L. Desauettes intitulée « Fixing the Unitary Patent Package or developing alternatives ? ».
- 23 septembre 2022 : participation au Symposium organisé par l'U de Gand sur « Copyright Contracts Tomorrow » et présentation sur « The implementation in Belgium of the contract provisions in the Digital Single Market Directive ».
- 27 septembre 2022 : participation à la Journée « Droit et économie numérique. L'intelligence artificielle » (Lausanne) organisée par le CEDIDAC de l'U de Lausanne et contribution sur « La réglementation européenne de l'intelligence artificielle »
- 18 octobre 2022 : participation au panel de discussion sur la transposition des articles 15 et 17 de la directive DSM en Belgique dans le cadre du « Séminaire droit d'auteur – Développements récents dans la législation belge et européenne » organisé par le SPF Economie (Bruxelles).
- 25 novembre 2022 : contribution avec J. De Mayere à un séminaire REMEDIS (tenu à l'USL-B) sur « The Relevant Legal Framework Against Disinformation »

- 24 novembre 2022 : participation à distance à la conférence annuelle sur le droit d'auteur de l'ERA (Académie de droit européen, Trêves) et contribution en ligne sur le thème « Coordinating the Data Act with intellectual property law ».

– **Valorisation de la recherche**

STROWEL A.

- Continuation du « péda-blog » www.ipdigit.eu (avec P. BELLEFLAMME (UCL, LSM), B. GAILLY (UCL, LSM) et D. METTEN).
- 4 juin 2022 : contribution au séminaire en ligne de doctorants du Geneva Internet Law Research Colloquium organisé par l'Université de Genève (Faculté de droit) conjointement avec le CRIDES (UCL), le Berkman Klein Center (Harvard Univ.), le Digital Hub Asia, l'ITS de Rio et la Geneva Internet Platform.

V.2.7. MODES DE GESTION DES CONFLITS

Le Groupe de recherche sur les modes de gestion des conflits est un collectif interdisciplinaire et interuniversitaire créé en 2017 regroupant des enseignant-chercheur·euses de l'USL-B (et à l'initiative de celles-ci et ceux-ci), de l'UCLouvain et de l'UNamur ainsi que des praticien·nes de terrain reconnu·es dans leurs domaines d'expertise. Sa création s'inscrit dans la continuité de l'expérience acquise par les trois universités en matière de formation à la médiation – voy. les *Certificats interuniversitaires en médiation* – , et de projets de recherche menés jusqu'alors sans profiter de toutes les synergies que peut offrir un réseau structuré. Elle repose sur un souhait partagé de contribuer à développer la recherche, fondamentale et appliquée, mono-, pluri- et interdisciplinaire, sur le conflit et ses modes de prévention et de gestion, en tenant compte de la diversité des pratiques qui peuvent en relever. L'intention affirmée est, en effet, de ne se limiter ni à un mode de gestion des conflits en particulier (décision judiciaire, arbitrage, négociation, médiations, droit collaboratif, conciliation, tierce décision obligatoire, thérapies, etc.) ni à une approche juridique de ceux-ci.

Lors de sa création, le Groupe de recherche s'est assigné les objectifs suivants :

1. Connaître et comprendre le conflit et ses différents modes de gestion, ainsi que les spécificités de ceux-ci ;
2. Identifier les difficultés qui peuvent résulter de chacun de ces modes ;
3. Réfléchir aux solutions permettant de contribuer à résoudre ces difficultés.

Depuis sa création, le Groupe de recherche a organisé deux colloques : un colloque sur la réforme du Code judiciaire intervenue 2018 et un colloque sur « La neutralité du médiateur » (2019). Il avait en vue d'organiser un colloque sur le conflit (2020), qui a toutefois été annulé en raison de la crise sanitaire ; l'ouvrage contenant les actes du colloque a néanmoins été publié par Anthemis. En 2021-2022, il a repris ses activités avec l'organisation d'un cycle de 4 conférences dédiées aux écrits de la médiation, en collaboration avec Anthemis. En 2023, une après-midi d'étude sera consacrée au silence en médiation.

– **Participation à des ouvrages collectifs**

DELFORGE C.

- « Médiation, justice et conflit - Réflexions autour et alentour ... », in *Individu, Famille, État: Réflexions sur le sens du droit de la personne, de la famille et de son*

patrimoine, Hommage au Professeur Jean-Louis Renchon, Bruxelles, Larcier, Coll. Les cahiers du CEFAP, 2022, Tome 2, pp. 133-143
<http://hdl.handle.net/2078.3/267100>

VAN LOOCK S.

- « Onrechtmatige bedingen in de B2B-wet van 4 april 2019: quel impact pour les ADR? », (AVEC, JAFFERALI, J. ET F. LAUNE), *b-Arbitra : Revue belge de l'arbitrage 2021*, p. 275-323 <http://hdl.handle.net/2078.3/266908>

– **Publications dans des revues scientifiques**

BERLINGIN M.

- "La tierce décision obligatoire: la troisième voie", *J.M.A.*, 2022/3, p. 14 (à paraître).

– **Participation / coordination de recueils législatifs**

DELFORGE C.

- *Code de la médiation* (avec P.-P Renson), Bruxelles, Larcier, Coll. Les codes thématiques Larcier, 2022 (11^e édition), 152 p. <http://hdl.handle.net/2078.3/267103>

– **Participation à des colloques, séminaires et autres activités scientifiques avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)**

DELFORGE C.

- Direction scientifique d'un cycle de conférences en gestion des conflits organisé en 2021-2022. Deux conférences (une sur la clause de médiation et l'autre sur la clause et l'engagement de confidentialité) ont été organisées les 25 novembre et 16 décembre 2021, suivies de deux conférences en 2022²²
- 24 février 2022 : présidence de la conférence et oratrice sur la thématique du « protocole de médiation », avec C. SMETS-GARY (avec support remis aux participant.es).
- 24 mars 2022 : présidence de la conférence sur « L'entente ou accord de médiation ».

V.2.8. DROIT DU TRAVAIL

Les impacts du droit européen sur le droit du travail belge, notamment en matière de durée du travail et de santé-sécurité au travail. Plus généralement, dans cette dimension de protection/règlementation du travail, la question de savoir s'il existe quelque chose comme un droit de l'administration du travail par les employeurs, qui ne serait pas sans rappeler certaines caractéristiques du droit administratif ?

– **Publications dans des revues scientifiques**

GERACI C.

- « Arrêt 'Syndicat CFTC' : congé supplémentaire de maternité et discrimination », *J.D.E.*, 2021, p. 288.

²² Il est à noter que le public destinataire était tant académique que non-académique, de sorte que ce cycle pouvait aussi être classé sous « valorisation de la recherche ».

– **Valorisation de la recherche**

GERACI C.

- « Vacances : Qui est prioritaire ? », *Trends-Tendances*, 12 mai 2022, p. 71
<http://hdl.handle.net/2078.3/267175>

V.2.9. DROIT ROMAIN

La recherche en droit romain reposant sur différents piliers dont les implications relèvent également de l'ESPR, du SIEJ et du CRHIDI, seule est évoquée ici la recherche en droit privé.

– **Publications dans des revues scientifiques**

COLPAINT E.

- « *La coutume romaine à la fin de la République : une approche relationnelle* », In : *Revue Internationale des Droits de l'Antiquité* (Accepté/Sous presse)
<http://hdl.handle.net/2078.3/236776>

– **Participation à des colloques, séminaires et autres activités scientifiques avec une communication, un rapport, une intervention active (présidence, etc.)**

COLPAINT E.

- 13 au 16 septembre 2022 : « *La coutume romaine à la fin de la République : une approche relationnelle* », LXXVe session de la Société internationale Fernand de Visscher pour l'histoire des droits de l'antiquité. *Ius et religio*, <http://hdl.handle.net/2078.3/265203>
- 14 février 2022 : « *La coutume romaine à la fin de la République : une approche relationnelle du droit romain* », Midi CRHiDI, Université Saint-Louis - Bruxelles. <http://hdl.handle.net/2078.3/260225>

RUELLE A.

- 13 au 16 septembre 2022 : Organisatrice de la 75^e session de la Société Internationale Fernand de Visscher pour l'Histoire des Droits de l'Antiquité (SIHDA) à l'USL –B. Environ 120 participants, quatre journées de colloque (sinon cinq, avec la préouverture lundi 12 en soirée, sans compter l'excursion à Gand du Samedi, co-organisée avec l'Université de Gand). Thème : « *Ius et religio. Droit, religions anciennes et christianisme dans l'Antiquité* » <https://www.usaintlouis.be/sl/sihda2022.html>

V.2.10. DROIT DES PERSONNES, DE LA FAMILLE ET DES RÉGIMES MATRIMONIAUX

Cet axe consacré au droit de la personne, de la famille et de son patrimoine se déploie dans plusieurs directions : recodification en droit des régimes matrimoniaux et en droit successoral ; statut du mineur en matière personnelle et patrimoniale (spécialement en matière bancaire) ; statut des couples (réforme envisagée de la cohabitation légale et de fait, spécialement en matière successorale) ; droit de la filiation actuel et futur ; tribunal de la famille ; famille recomposées.

– Participation à des ouvrages collectifs

DE CUYPER O.

- « 4.7. - La famille recomposée » (In. DANDROY N., ET WILLEMS G., (dir.)), *Les grands arrêts du droit au respect de la vie familiale*, 1e édition, Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 509-533 <http://hdl.handle.net/2078.3/267219>

SOSSON J.

- *Individu, Famille, État : Réflexions sur le sens du droit de la personne, de la famille et de son patrimoine* (In. WILLEMS G., DANDROY N., TAINMONT F., SOSSON J.) (Les Cahiers du CeFap), Larcier: Louvain-la-Neuve, 2022 <http://hdl.handle.net/2078.1/263654>
- « Le rôle du notaire en matière de reconnaissance de paternité » (In. VAN BOXSTAEL J.-L.), *Tapas du notariat 2020-2021, En l'honneur de Pierre Van den Eynde* (Patrimoine et notariat), Larcier: Bruxelles, 2022, pp. 275-287. 9782807932692. <http://hdl.handle.net/2078.1/263750>
- « Les enfants du droit. Ou l'irrésistible ascension de la postmodernité en droit de la filiation belge et français » (In. DANDROY N., TAINMONT F., SOSSON J., WILLEMS G. (coord.)), *Individu, Famille, État. Réflexions sur le sens du droit de la personne, de la famille et de son patrimoine, Hommage au Professe* (Cahier du Cefap), Larcier : Bruxelles, 2022, pp. 1203-1264. 9782807919693. <http://hdl.handle.net/2078.1/263749>
- « L'établissement de la filiation (In. DANDROY N. et WILLEMS G.), *Les grands arrêts du droit au respect de la vie familiale*, Larcier: Bruxelles, 2022, pp. 225-244. 9782807924932. <http://hdl.handle.net/2078.1/263754>

TAINMONT F.

- « Les enfants du droit. Ou l'irrésistible ascension de la postmodernité en droit de la filiation belge et français » (In: N. DANDROY, F. TAINMONT, J. SOSSON, G. WILLEMS (coord.)), *Individu, Famille, État. Réflexions sur le sens du droit de la personne, de la famille et de son patrimoine, Hommage au Professe* (Cahier du Cefap), Larcier: Bruxelles, 2022, pp. 1203-1264. 9782807919693. <http://hdl.handle.net/2078.1/263749>
- *Individu, Famille, État : Réflexions sur le sens du droit de la personne, de la famille et de son patrimoine* (In. WILLEMS G., DANDROY N., TAINMONT F., SOSSON J.) (Les Cahiers du CeFap), Larcier: Louvain-la-Neuve, 2022. <http://hdl.handle.net/2078.1/263654>

V.2.11. DROIT JUDICIAIRE

L'organisation judiciaire, la compétence, la procédure, les voies de recours et le droit de l'exécution constituent les parties essentielles de la matière du droit judiciaire privé. Chacune de ces parties donne et peut donner lieu à recherche tant dans ses aspects techniques qu'à propos des principes fondamentaux de justice et de démocratie véhiculés.

La matière de la procédure est peut-être celle qui, ces dernières années, a connu la plus grande évolution, tant au plan de la technique que des principes. Les principes directeurs classiques du procès (principe dispositif et principe du contradictoire) ont évolué et changé. D'autres principes (loyauté procédurale et célérité) sont apparus. L'équilibre entre toutes ces exigences

est difficile à atteindre et les règles techniques adoptées récemment, par le législateur, en sont le meilleur témoignage.

Les voies de recours, et particulièrement l'appel, font par ailleurs l'objet de réflexions nouvelles. Longtemps considéré comme une voie d'achèvement du litige, l'appel pourrait redevenir, sous l'influence d'une certaine doctrine, une voie de réformation du premier jugement. L'enjeu au niveau des principes est considérable : il s'agit de l'étendue du droit au double degré de juridiction.

Sur le plan international, enfin, la mobilité des biens, des services, des capitaux, des personnes, des familles engendre la multiplication des litiges transfrontaliers. Des règles adaptées à ces situations, forcément plus difficiles, s'élaborent progressivement, en particulier au sein de l'Union européenne. L'heure est encore à l'analyse rigoureuse des premières retombées de ce nouveau droit. Il s'agira bien vite d'en dresser les bilans aux fins d'en rechercher l'amélioration et, le cas échéant, d'envisager et accompagner la poursuite du processus d'intégration.

– **Direction/coordination d'ouvrages collectifs et de numéro de revue**

GILLET A.

- *Droit des saisies et voies d'exécution – Morceaux choisis*, coll. de la Conférence du Jeune Barreau du Brabant wallon, Bruxelles, Larcier, 2022.

– **Participation à des ouvrages collectifs**

GILLET A.

- « L'unilinguisme de la procédure », in *Les grands arrêts en matière linguistique* (coord. Fr. GOSSELIN), Bruxelles, Larcier, à paraître
- « La loyauté procédurale – Irrésistible ascension d'un principe », (avec VAN DROOGHENBROECK J.-Fr. et MALENGREAU Th.), in *In memoriam Dominique Jossart et Renaud de Briey*, (coord. J.-N. BASTENIÈRE, A. DELVAUX, B. HAVET et X. VAN GILS), Limal, Anthemis, 2022, à paraître.

HOC A.

- « La justice civile face au Covid-19. Quelles leçons en retenir ? », (avec MOUGENOT D. et VAN DROOGHENBROECK J.-Fr.), in Fr. BOUHON, E. SLAUTSKY et S. WATTIER, *Le droit public belge face à la crise du Covid-19. Quelles leçons pour l'avenir ?*, Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 285-309. <http://hdl.handle.net/2078.1/259057>

– **Publications dans des revues scientifiques**

GILLET A.

- « La *cautio judicatum solvi*, cette morte vivante », note sous Bruxelles (9^e ch.), 2 avril 2021, *J.T.*, 2022, p. 225. <http://hdl.handle.net/2078/259986>
- « Seul le caractère déraisonnable de la situation peut justifier la majoration de l'indemnité de procédure à charge du bénéficiaire de l'aide juridique », note sous Cass. (1^e ch. N), 18 novembre 2021, *J.T.*, 2022, p. 527.
- « L'information du justiciable quant aux voies de recours, composante essentielle du droit d'accès au juge », obs. sous C. const., n° 23/2022, 10 février 2022, *R.T.D.H.*, 2022, à paraître.

HOC A.

- « Parties à la cause en degré d'appel : est-ce l'intention qui compte, et laquelle ? », note sous Bruxelles (2^e ch.), 24 juin 2022, *J.T.*, 2022, à paraître.
- « Nature du jugement ordonnant une mesure avant dire droit contestée : fin de la controverse », note sous Cass. (1^{re} ch. aud. plén.), *R.C.J.B.*, 2022, à paraître.
- « Appel-nullité et taux du ressort », note sous Civ. Namur, 1er mars 2021, *J.J.P.*, 2022, p. 160-162. <http://hdl.handle.net/2078.1/265830>
- « Parties à la cause en degré d'appel : la Cour consolide sa jurisprudence », note sous Cass. (1^{re} ch. nl.), 6 janvier 2022, *J.T.*, 2022, pp. 108-110. <http://hdl.handle.net/2078.1/265829>

VAN DROOGHENBROECK J.-FR.

- « La plénitude de compétence du juge civil des référés est-elle inconditionnelle ou conditionnelle ? » (avec G. DE LEVAL), note sous Cass., 21 octobre 2021, *J.T.*, 2022, pp. 44-48 <http://hdl.handle.net/2078.1/257584>
- « L'indemnité de procédure due par le bénéficiaire de l'aide juridique », note sous Cass. (2^{me} ch.), 22 décembre 2021, *J.T.*, 2022, pp. 94 et s. <http://hdl.handle.net/2078.1/258749>
- « La justice civile face à la crise du Covid-19 : quelles leçons en retenir ? », (avec A. HOC et D. MOUGENOT), in *Le droit public belge face à la crise du Covid-19. Quelles leçons pour l'avenir ?* (sous la dir. de FR. BOUHON, E. SLAUTSKY et S. WATTIER), Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 285-310. <http://hdl.handle.net/2078.1/259057>
- « Qui ne dit mot consent à l'application de la CVIM », note sous Cass. 7 mai 2020, *R.D.C.*, 2022, pp. 116-121 <http://hdl.handle.net/2078.1/260324>
- « Consécration définitive de la théorie de la double date en droit belge », note sous Cass., 28 janvier 2021, *R.D.C.*, 2022, p. 121-131. <http://hdl.handle.net/2078.1/260337>
- « La Cour constitutionnelle exige l'information du justiciable sur les voies de recours », (avec G. DE LEVAL et J. VAN COMPERNOLLE) *J.T.*, 2022, pp. 229-238 <http://hdl.handle.net/2078.1/260338>
- « Information du justiciable sur les voies de recours : la Cour constitutionnelle amplifie et clarifie sa jurisprudence » (Avec G. DE LEVAL et E. LEROY), note sous Cour const., 30 juin 2022, *J.T.*, 2022, pp. 548-541. <http://hdl.handle.net/2078.1/265632>
- « Requéirir, prendre et rabattre le défaut » (avec A. GILLET), *J.T.*, 2022, à paraître.

V.2.12. ACTIVITÉS TRANSVERSALES

LES RECYCLAGES EN DROIT

Directeur scientifique : VANVREKOM S.

– E-CONFÉRENCES EN DROIT (4U)

Les cycles de conférences 4U sont organisés à l'initiative de l'Université catholique de Louvain, de l'Université Saint-Louis — Bruxelles et de l'Université de Namur. Ces conférences se déroulent sous la forme de cycles regroupant au minimum trois exposés et ont lieu certains jeudis en visioconférence de 17h à 19h. Un support écrit est publié pour chaque cycle aux éditions Anthemis.

Cycles organisés et à venir en 2022 :

- « Les mutations du droit de la circulation routière », I. DE LA SERNA (coord.), organisé le 13 octobre 2022.
- « Actualités en matière de droit pénal sexuel », P. COLSON (coord.), organisé le 15 décembre 2022.

– **UB³**

Depuis 2013-2014, notre Université est partenaire de l'ULB et de l'Ordre français du barreau de Bruxelles dans le cadre de l'organisation des cycles de conférence UB³.

Un ouvrage est publié aux éditions Larcier pour chaque cycle de conférences.

Ces conférences sont ouvertes gratuitement (sans ouvrage) aux étudiant·e·s.

Cycles organisés et à venir en 2022 :

- « Actualités en droit de la concurrence », A. BOCHON (coord.), organisé le 21 février 2022 à l'Université libre de Bruxelles
- « Actualités en droit des successions et libéralités », N. MASSAGER (coord.), organisé le 21 mars 2022 à l'Université libre de Bruxelles
- « Droit de l'enseignement : règles applicables aux élèves et aux étudiants dans l'enseignement obligatoire et dans l'enseignement supérieur », F. BELLEFLAMME (coord.), organisé le 25 avril 2022 à l'Université libre de Bruxelles
- « Le modèle économique de l'avocat : défis et perspectives », E. PLASSCHAERT (coord.), organisé le 21 septembre 2022 au barreau de Bruxelles
- « Actualités relatives à l'enfermement des mineurs », C. GUILLAIN ET V. MAHIEU (coord.), organisé le 17 octobre 2022 à l'Université Saint-Louis — Bruxelles
- « Actualités des procédures collectives d'insolvabilité », M. GRÉGOIRE (coord.), organisé le 14 novembre 2022 à l'Université Saint-Louis — Bruxelles
- « Les entreprises à l'épreuve du droit de la responsabilité civile extracontractuelle », P. COLSON (coord.), organisé le 12 décembre 2022 à l'Université Saint-Louis — Bruxelles.

LES MIDIS DU CENTRE DE DROIT PRIVÉ

Depuis l'année académique 2013-2014, des réunions sont mensuellement organisées durant un temps de midi. La plupart de ces réunions consacrent un moment spécifique à la présentation d'une recherche menée par un·e membre du Centre, laquelle présentation est suivie d'un temps d'échange. Certaines réunions portent sur l'amélioration du fonctionnement du Centre et/ou un échange entre les équipes pédagogiques.

Réunions à contenu scientifique tenues ou prévues en 2022 :

- 13 février : NICOLAS VAN DAMME : « La fraude à la loi ».
- 11 mars : CANDICE ROUSSIEAU : « Le principe d'indivision ».
- 5 mai : JEAN VAN ZUYLEN : « Présentation du livre 5 du Code civil (changement de circonstances) ».
- 23 mai : PIERRE BAZIER : « L'intuitus personae dans le contrat ».

- 12 octobre : CÉLINE HELAS : « La responsabilité contractuelle du fait des choses ».
- 17 novembre : JEAN VAN ZUYLEN : « L'impossibilité d'exercer un droit ».
- 14 décembre : PAULINE COLSON : « La réparation des préjudices corporels en droit de la responsabilité civile extracontractuelle ».

COLLOQUE CONSACRÉ AUX PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT PRIVÉ

Le CePri organise des colloques bisannuels consacrés à des questions transversales de droit privé depuis 2015²³. Les actes de ces colloques, auxquels participent plusieurs membres du Centre, sont publiés chez Anthemis.

Le colloque de l'année 2023 sera consacré aux principes généraux du droit privé et sera coordonné par NINANE Y. ET VAN MEERBEECK J. Plusieurs membres du Centre interviendront lors de celui-ci et rédigeront pour le 31 octobre 2022 une contribution écrite dans l'ouvrage à paraître.

Un premier séminaire de coordination s'est tenu le 23 septembre 2022.

GRANDS ARRÊTS EN MATIÈRE DE « BAIL ÉCONOMIQUE »

Coordinateurs du projet pour le Centre : JADOUL P. ET NINANE Y.

Membres participant au projet : DEBROUX L., FRUY G., JADOUL P., LEGRAND O., MALHAIZE L., NINANE Y., PARSA S., STANDAERT F., VANVREKOM S.

La recherche cible le bail de droit commun et le bail commercial. Conformément au standard de la collection, le projet a identifié une cinquantaine d'arrêts de la Cour de cassation, qui sont commentés. La publication se fera chez Larcier.

Les trois quarts des contributions ont été écrites. Certaines doivent encore être relues et, le cas échéant, adaptées. Toutes les décisions ont par ailleurs été attribuées. Le projet sera poursuivi et, si possible, achevé durant l'année académique en cours.

CHRONIQUE EN RESPONSABILITÉ CIVILE AQUILIENNE SUR LE FAIT D'AUTRUI ET DES CHOSSES (ARTICLES 1384 À 1386 DE L'ANCIEN CODE CIVIL)

Ce projet collectif de chronique en droit de la responsabilité aquilienne s'inscrit dans le prolongement de celle publiée en début d'année 2020 et portant sur les articles 1382 et 1383 de l'ancien Code civil (in *R.C.J.B.*).

Coordinatrice du projet pour le Centre : C. DELFORGE

Membres participant au projet : T. COPPÉE, Fr. CUVELIER, M.-H. DE CALLATAÏ, J. DELLA FAILLE, V. DE RADIGUÈS, S. LARIELLE, avec la collaboration de M. DEFOSSE, S. MORTIER ET V. NICAISE.

PARCOURS E-LEARNING (APPRENTISSAGE NUMÉRIQUE) SUR LA RÉFORME DU CODE CIVIL

La Belgique, à l'instar de la France, a entrepris en 2015, une réforme de grande ampleur de son Code civil hérité en droite ligne du Code Napoléon. La réforme porte à la fois sur le droit

²³ *Les défauts de la chose* (coord. C. DELFORGE ET J. VAN ZUYLEN) en 2015, *Les nullités en droit privé* ((coord. C. DELFORGE ET J. VAN MEERBEECK) en 2017, *La distinction entre droit public et droit privé* (coord. J. VAN MEERBEECK, P-O DEBROUX, B. LOMBAERT ET TH. LÉONARD), en collaboration avec le CIRC, en 2019 et *Le fait d'autrui – Responsabilités contractuelle et extracontractuelle* (coord. C. DELFORGE ET J. VAN ZUYLEN) en 2021.

des biens, des contrats, de la preuve et de la responsabilité civile extracontractuelle, de la famille, qui concernent les activités de recherche du centre et /ou de ses membres.

Dans ce contexte, le Centre a initié suite à l'adoption du nouveau livre 5 du Code civil, en juin 2022, un parcours e-learning, centré sur les réformes successives des divers livres du Code civil, permettant d'aborder les axes de sa recherche et de celle de ses membres.

Coordinateurs du projet pour le Centre : JADOU P. (DROIT DES OBLIGATIONS), BERNARD N. ET DESPRET A. (DROIT DES BIENS) ET HOCQ A. (DROIT DE LA PREUVE).

Membres participant au projet : CRUYSMANS E., DE COOMAN A., DEBROUX L., FRUY G., JADOU P., MALHAIZE L., NINANE Y., PARSAS S., SCHULTZ G., STANDAERT F., I. YOUNGBARE

Le projet est actuellement centré sur 3 thématiques : le droit de la preuve (livre 8 du Code civil), le droit des biens (livre 3 du Code civil) et le droit des obligations (livre 5 du droit du Code civil). Dès l'adoption des nouveaux livres du Code civil, de nouveaux thèmes viendront compléter le parcours (contrat, responsabilité civile, ...)

Les parcours sont subdivisés en capsules d'une durée maximale de 20 minutes.

Actuellement, une vingtaine de capsules seront consacrées au livre 5 du Code civil, une dizaine de capsules au livre 3 du Code civil.

Les capsules seront diffusées par Anthemis et ensuite mises à disposition sur le site Internet du centre.

Les premiers enregistrements auront lieu en janvier 2023.

Les premières capsules seront disponibles fins janvier 2023

SITE WEB

Depuis l'année 2018-2019, le Centre dispose d'un site internet hébergé à l'adresse <https://cepri.be/>. Ce site présente le centre, ses axes de recherches et ses membres. Il publie par ailleurs des actualités concernant les activités de recherche du Centre ou de ses membres. Il héberge enfin les archives de la revue *Les Pages*, en libre accès, et est l'outil de diffusion de cette revue depuis janvier 2020.

VI – Relations internationales

VI.1 COLLABORATION AVEC DES CENTRES DE RECHERCHES, INSTITUTS ET COLLÈGUES

VAN DROOGHENBROECK J.-FR.

- Membres associés du Centre de recherche sur la Justice et le Règlement des conflits (CRJ) de l'Université Paris II Panthéon-Assas.

HOC A.

- Membres associés du Centre de recherche sur la Justice et le Règlement des conflits (CRJ) de l'Université Paris II Panthéon-Assas.

VI.2 SÉJOUR(S) DE RECHERCHE DES MEMBRES DU CENTRES, EN DEHORS DE LA FWB

VAN ZUYLEN J.

- Du 17 août 2022 au 8 décembre 2022 : séjour de recherche à la KULeuven, à raison de 2 jour semaines.

VII – Coopération au développement

– Accueil de chercheur·euse·s étranger·ère·s

- Accueil de Monsieur I. YOUNGARE, boursier ARES, du 2 mars 2022 au 31 août 2022. Le doctorant réalise une recherche doctorale sur « Le juge et le contrat. Contribution à l'étude des pouvoirs judiciaires du maintien du contrats en droit belge, burkinabè, et français » ;
Promoteur : W.-D KABRÉ (Université Thomas SANKARA – Ex Université de Ouaga II)
Promotrice au sein du Centre : C. DELFORGE
- Accueil de Monsieur A. NADINGA, boursier ARES, de septembre 2022 à fin février 2023. Le doctorant réalise, depuis le 30 juillet 2020, une recherche doctorale sur « Le consentement au traitement des données à caractère personnel dans l'espace CEDEAO » ;
Promoteur : W.-D KABRÉ (Université Thomas – Ex Université de Ouaga II)
Promoteur au sein du Centre : A. STROWEL

VII. Demande de subsides

Le Centre de droit privé présente au Conseil de recherche une demande de financement afin de continuer à mener à bien les projets présentés dans le présent rapport d'activités, notamment les projets de colloques ainsi que les ouvrages collectifs, chroniques et examens de jurisprudence dont il a la charge et qui contribuent à accroître tant sa visibilité et celle de ses membres que celle de l'Université.

Il souligne, en particulier, la réelle dynamique de recherche interuniversitaire (USL-B – UCLouvain), et interdisciplinaire à propos notamment des modes alternatifs de résolution des conflits, certes quelque peu freinée en raison de la crise sanitaire vécue en 2020 et en 2021, mais les projets ne manquent pas.

Le Centre sollicite, par ailleurs, une aide destinée à lui permettre de poursuivre l'adaptation du site internet qui héberge, depuis le 1^{er} janvier 2020, la version électronique de la revue « Les Pages – Obligations, contrats et responsabilité », et dont la diffusion était assurée, entre 2015 et 2020, par l'éditeur juridique Anthemis, et la mise au point d'un moteur de recherche dans les archives de la revue.

Détail de la demande :

Aide à la préparation de colloques et à la publication d'actes en 2023 1.500,00 EUR

Projets collectifs de recherche (dont spéc. la revue
« *Les Pages* » et les examens et chroniques de jurisprudence) : 1.000,00 EUR

Participation des membres à des séminaires/réunions
scientifiques, colloques, voyages d'études 1.500,00 EUR
(En ce compris les frais de déplacement) :

Adaptation du site internet : 1.000,00 EUR

5.000,00 EUR